

#وعينا - يحمينا # سلامتك - مسؤوليتك



MDN :

Arrestation de 4 éléments de soutien
aux groupes terroristes en une semaine

ED DIWAN



Quotidien national d'informations - Jeudi 28 Octobre 2021 - Prix : 15 DA - Tirage 2000

Site web officiel <https://fr.eddiwan.dz>

PLF 2022:

Les logements sociaux ne peuvent plus

être vendus à compter
du 31 décembre



COUR DE BOUMERDES:

Le nouveau procès en appel de
Hamel reporté au 24 novembre

2

PHARMACEUTIQUE:

M. Benbahmed aborde les réformes
réglementaires avec le SNAPO

3

Actualité

UA-UE:

Lamamra



met en avant la stratégie de
l'Algérie fondée sur la sécurité,
la paix et le développement

COUR DE BOUMERDES:

Le nouveau procès en appel de Hamel reporté au 24 novembre

La chambre pénale de la Cour de justice de Boumerdès a reporté mercredi au 24 novembre prochain le nouveau procès en appel de l'ancien directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel et de son fils, d'anciens walis et d'ex-responsables de la wilaya de Tipasa, poursuivis dans une affaire de "détournement de foncier agricole" et "d'abus de pouvoir". Le report du procès dans cette affaire, rouverte après un pourvoi en cassation interjeté auprès de la Cour suprême, intervient à la demande du collectif de la défense en raison de l'absence de l'accusé Kheznadji Djamel, ancien directeur général des Domaines, et de l'ex-directeur des Domaines de la wilaya de Tipasa, Bouamrane Ali. Le procès a été ainsi inscrit une nouvelle fois au rôle après un premier report décidé le 22 septembre 2021 par la chambre pénale sur demande de la défense, et la désignation d'une nouvelle composante de magistrats ayant décidé le report de ce procès pour la deuxième fois au 24 novembre prochain. Le tribunal de Boumerdès (première instance) avait rendu le 4 juin 2020 son verdict dans cette affaire condamnant l'ancien DGSN, Abdelghani Hamel et l'ancien wali de Tipasa Moussa Ghelai à douze ans (12 ans) de prison ferme. Les anciens walis de Tipasa, Kadi Abdelkader et Layadi Mustapha ont écopé de 10 de prison ferme, tandis qu'une peine de 3 ans de prison ferme avait été prononcée à l'encontre de Chafik Hamel (fils de l'ancien DGSN), et Salim Djai Djai, chef de la sûreté de wilaya de Tipasa. La même juridiction a condamné à 4 ans de prison avec sursis l'ancien ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, à 5 ans de prison ferme l'ancien directeur des domaines de Tipasa, Ali Bouamrane, à 2 ans de prison ferme l'ancien directeur de l'Industrie et des mines de Tipasa, Haddou Abderrezak, et Mohamed Bouamama, l'ancien Conservateur foncier de Kolea, et une année ferme contre l'investisseur privé Zerad Abdelhakim. L'ancien Directeur général des Domaines, Kheznadji Djamel avait été acquitté. Les accusés dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment "détournement de foncier agricole", "abus de fonction", "trafic d'influence", "bénéfice du pouvoir et de l'influence des agents de l'Etat à l'effet d'augmenter les prix et modifier la qualité des matériaux et des services et des délais de livraison".

DECES DU GENERAL-MAJOR DJAMEL BOUZID :

Le Président Tebboune présente ses condoléances



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présenté mercredi ses sincères condoléances et sa profonde compassion à la famille du Général-major Djamel Bouzid décédé des suites d'une longue maladie.

"J'ai appris avec affliction la nouvelle du décès du regretté Djamel Bouzid, paix à son âme, des suites d'une longue maladie", lit-on dans le

message de condoléances. En cette douloureuse tragédie, "je présente à la famille du défunt et à l'Armée nationale populaire (ANP), digne héri-

tière de l'Armée de libération nationale (ALN), mes sincères condoléances et ma profonde compassion, priant le Tout-Puissant

d'accueillir le défunt en Son vaste paradis et d'accorder aux siens patience et courage", a conclu le Président Tebboune son message.

UA-UE:

Lamamra met en avant la stratégie de l'Algérie fondée sur la sécurité, la paix et le développement

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a affirmé, mardi, que la stratégie algérienne reposait sur des liens "indissociables de sécurité, de paix et de développement", soulignant que le partenariat avec l'Union européenne (UE) doit "consolider les fondements du développement socio-économique et humain, la bonne gouvernance et la promotion de la réconciliation nationale". Intervenant aux travaux de la 2e réunion ministérielle conjointe UA-UE à Kigali (Rwanda), M. Lamamra a mis en avant la stratégie de l'Algérie fondée sur des liens "indissociables de sécurité, de paix et de

développement", selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. M. Lamamra a souligné que le partenariat avec l'UE "doit consolider les fondements du développement socio-économique et humain, de la bonne gouvernance et la promotion de la réconciliation nationale, tracée et appliquée par les Etats africains, à travers la double équation alliant unité/diversité et centre/environnement". Il a indiqué, dans ce sens, que le partenariat entre les deux unions "doit émaner de la conviction de la sécurité commune, les deux parties devant assumer pleinement et de manière équitable leurs responsabilités, individuelle et collective", ajoute

le communiqué. L'Afrique "est ouverte à tous les partenariats auxquels elle a été invitée et préservant ses intérêts", a-t-il poursuivi, appelant les pays de l'UE "à valoriser la diversité des partenariats de l'Afrique avec les autres pays du monde, et à les considérer comme un phénomène naturel et positif". Le Chef de la diplomatie a ajouté, en outre, que "l'Afrique valorise le partenariat avec l'UE, à la faveur duquel elle aspire à réaliser des résultats qualitatifs et quantitatifs pour atteindre le degré de perfection escompté, à commencer par dépasser le cadre commercial prédominant dans la relation de partenariat UA-UE". Concernant la migration, le chef

de la diplomatie algérienne a indiqué que cette question "nécessite une approche globale et à long terme qui traite les causes profondes du phénomène dans le cadre du respect du droit international pour protéger les migrants et les membres de leurs familles". A cet égard, "il est nécessaire de promouvoir une vision commune pragmatique pour traiter la question de la migration, inspirée des principes de solidarité, de coopération et de tolérance, au lieu de l'approche des politiques de sécurité et de diabolisation de la migration, qui se propage souvent dans le contexte de calculs politiques et électoraux", selon le communiqué.

MDN :

Arrestation de 4 éléments de soutien aux groupes terroristes en une semaine

Quatre (4) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à travers le territoire national durant la période allant du 20 au 26 octobre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP), faisant état également de la destruction de quatre (4) bombes de confection artisanale à Bouira et Médéa. "Dans le domaine de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont appréhendé (04) éléments de soutien aux

groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis que (04) bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites à Bouira et Médéa", précise le bilan. Selon la même source, "des tentatives d'introduction des quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à (625) kilogrammes de kif traité" ont été déjouées durant la même période, au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires par des détache-

ments combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité. En outre, "(21) narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession (42.968) comprimés psychotropes saisis dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires" dans le contexte des opérations de lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans le pays. A Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji

Mokhtar et Djanet, "(161) individus ont été interceptés" par des détachements de l'ANP qui ont, également, "saisi (09) véhicules, (228) groupes électrogènes, (101) marteaux piqueurs, (07) détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que (35) quintaux de denrées alimentaires destinées à la contrebande", ajoute le bilan.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar
- Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.eddiwan.net
Email :
contact@eddiwan.net
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 03 29
- 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

COUR D'ALGER:

Le procès en appel de l'ancien directeur de la modernisation de la justice reporté au 2 novembre

La Cour d'Alger a reporté, mardi, au 2 novembre prochain, le procès en appel de l'ancien directeur général de la modernisation de la justice, Abdelhakim Akka, condamné pour faux et usage de faux. Le report intervient après le ré-enrôlement de l'affaire au 2 novembre à la demande du collectif de défense de l'accusé, en ce qu'un jugement devrait être rendu aujourd'hui après appel interjeté dans cette affaire pour laquelle le procureur général a requis 10 ans de prison ferme et 1 million de DA d'amende contre l'ancien directeur de la modernisation du secteur de la justice. En juin dernier, le tribunal de Sidi M'hamed avait condamné Abdelhakim Akka à une peine de 5 ans de prison ferme assortie d'une amende de 600.000 DA. Une peine complémentaire a été également prononcée également à l'encontre de l'accusé, actuellement détenu dans la prison de Koléa et qui a été privé d'occuper des fonctions supérieures de l'Etat pendant 5 ans avec indemnisation au trésor public d'un million de DA.

Amélioration "remarquable" de l'alimentation en énergie électrique en Algérie

Une amélioration "remarquable" en matière d'alimentation en énergie électrique a été enregistrée ces dernières années en Algérie, a relevé mercredi un cadre de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) lors d'un séminaire régional sur le cadre organisationnel et le rôle de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) dans l'amélioration du service public. S'exprimant en marge de ce séminaire, tenu dans un hôtel de la ville en présence de cadres de cette entreprise de la région Est du pays, le responsable de la cellule de communication de la SADEG, Khalil Hodna a précisé à l'APS que "ce résultat important a été réalisé à la faveur de l'exécution de plusieurs programmes de développement affectés au bénéfice des différents wilayas du pays". La concrétisation de différents plans d'actions établis par les services des directions locales affiliées à cette société, a permis de réduire de manière "significative les coupures d'électricité signalées particulièrement durant l'été", a affirmé M. Hodna lors de cette rencontre régionale, initiée par la CREG en étroite collaboration avec les services de la SADEG, des associations de protection du consommateurs et des directeurs de l'énergie de 17 wilayas de l'Est. M. Hodna a, dans ce contexte, souligné que 178.245 postes de transformation ont été installés au titre de ces programmes à travers le pays jusqu'à la fin 2020, attestant que ces équipements ont contribué à hisser le taux de couverture en cette énergie à 98 % à l'échelle nationale.

PHARMACEUTIQUE: M. Benbahmed aborde les réformes réglementaires avec le SNAPO



Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed a reçu, mardi au siège du ministère, des membres du nouveau bureau national du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), avec lesquels il a abordé les réformes réglementaires du secteur et la disponibilité continue des produits pharmaceutiques.

"Dans le cadre du dialogue permanent et de la concertation continue avec les partenaires sociaux, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a reçu en audience des membres du nouveau bureau national du Snapo, présidé par le Dr Belambri Messaoud", indique un communiqué diffusé sur le site officiel du ministère. L'audience a constitué "une opportunité pour approfondir la concertation avec le Snapo au sujet des réformes réglementaires qu'initie le ministère de l'Industrie pharmaceutique notamment celles ayant trait à la liste des médicaments ne relevant pas de la prescription obligatoire afin de réduire le recours à l'automédication ainsi que l'établissement de la nomenclature nationale des produits pharmaceutiques pour répondre

à la problématique de la confusion entretenue avec les compléments alimentaires et les produits de nutrition spécifique", selon le même texte. La disponibilité continue des produits pharmaceutiques ainsi que le contrôle et la régulation du circuit de distribution à travers le renforcement des inspections sur le terrain, ont également été évoqués, fait savoir le communiqué, ajoutant que "le ministre a exhorté, dans ce sens, les pharmaciens officinaux à signaler toute pratique de rétention, de spéculation ou de vente concomitante dont ils feraient les frais à travers la plate forme mise à leur disposition www.requetmedic@miph.gov.dz". Les deux parties, selon la même source, ont également convenu de renforcer leurs coopération notamment au

sein de l'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques pour anticiper toute tension d'approvisionnement et garantir une disponibilité continue notamment pour les médicaments essentiels. Par ailleurs, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a également reçu en audience une délégation de la Fédération nationale des insuffisants rénaux conduite par son président Boukous Mohamed. Les discussions ont porté sur "la nécessaire actualisation de la prise en charge de cette pathologie chronique notamment pour les problématiques de prix de référence de certains médicaments qui rentrent dans le protocole thérapeutique des hémodialysés", selon la même source.

PR MOURAD ABID :

« Il y a des disparités dans l'implantation des centres anti-cancer »

Le Pr Mourad Abid, président de la Société algérienne de chirurgie digestive et hépatobiliaire (AACDHB) a soulevé aujourd'hui le problème des disparités dans l'implantation des centres anticancer et des accélérateurs pour la radiothérapie à travers les différentes wilayas du pays. « Alger ne compte que 3 accélérateurs pour une population de plus de 3 millions d'habitants, alors qu'une wilaya comme Béchar qui compte 600 mille personnes dispose également de 3 accélérateurs. Or, l'OMS préconise un accélérateur pour 500 mille habitants » a-t-il déclaré lors de son intervention à la radio chaîne 3. Face à ce constat, le Pr Abid appelle à réduire la part de la bureaucratie dans la gestion des structures de santé. Au-delà des statistiques du cancer toujours

grandissantes, il souligne les conséquences sociales et financières induites par cette maladie. « Regardons autour de nous, il n'y a pas une famille qui n'est pas atteinte, de près ou de loin, par un proche qui a eu le cancer, qui est décédé du cancer ou qui est en cours de traitement contre le cancer. » Il appelle à une meilleure mise en œuvre du plan cancer. Pour le Pr Abid, l'augmentation constante des cas de cancer montre « à quel point cette pathologie est en train de prendre une grande ampleur, avec des conséquences sociales et financières pour la prise en charge des patients ». Le spécialiste relève le poids financier pour l'Etat et pour les personnes atteintes. « Même s'ils sont pris en charge par les différentes structures

hospitalières de l'Etat, beaucoup d'examen complémentaires tels que les IRM, scanner et bilans biologiques sont faits dans le privé et sont à la charge du patient. ». « Tout cela fait que le cancer est un problème que l'on devrait prendre beaucoup plus au sérieux », a interpellé le Pr Abid, qui estime que « le véritable problème du plan cancer actuellement c'est sa mise en œuvre ». Même s'il avoue que la première version du plan cancer, élaborée dans l'urgence en 2012, alors que l'Algérie connaissait de grandes difficultés pour répondre à la demande de radiothérapie, n'était pas au point, le Pr Abid rassure : « ce plan a fait l'objet d'une évaluation par les autorités et par le Pr Zitouni qui a été ensuite désigné comme coordinateur pour justement

réaliser un véritable plan cancer. » Pour autant, le spécialiste met en garde : « le plan cancer reste, à ce jour, un document parfaitement intéressant, sauf qu'il risque, si on continue comme ça, de terminer dans un tiroir comme de nombreux autres plans en Algérie. » Il insiste sur la nécessité de mettre en application ce plan, notamment son volet dépistage. « On ne parle de dépistage que lorsqu'on est au mois d'octobre rose, ou à l'occasion du mois de mars bleu pour le cancer colorectal, mais entre-temps, il ne se passe pratiquement rien », regrette le Pr Abid. « L'Algérie a fait un bond extraordinaire en termes de prise en charge du cancer, mais il n'y a pas encore de maturation de cette politique », constate encore le spécialiste.

CORONAVIRUS :

79 nouveaux cas, 65 guérisons et 5 décès ces dernières 24 heures en Algérie

Soixante dix-neuf (79) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 65 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 206.069, celui des décès à 5.904, alors que le nombre de patients guéris est passé à 141.400 cas. Par ailleurs, 15 patients sont actuellement en soins intensifs, a ajouté la même source.

En outre, 26 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que deux (2) wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion,

que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

Air Algérie renforcera à moyen terme sa part de marché

La compagnie nationale de transport aérien "Air Algérie" devra renforcer sa part de marché à moyen terme, a indiqué lundi à Alger le ministre des Transports, Aïssa Bekkai. "La croissance prévue de la dynamique des transports au cours des prochaines années permettra de renforcer les parts de marché de la compagnie nationale de transport aérien Air Algérie à moyen terme et de garantir sa place de grande compagnie régionale africaine", a précisé le ministre dans un exposé sur le secteur devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN). Il a également relevé l'importance du projet de la joint-venture spécialisée dans la maintenance aéronautique grâce à la base de maintenance aéronautique relevant de la compagnie nationale de transport aérien Air Algérie.

Nécessité d'accompagner les entreprises de construction de bateaux pour augmenter leur capacité productive

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi a appelé, lundi, depuis Tlemcen, à accompagner les entreprises de construction de bateaux et d'élargir la surface de leurs ateliers pour augmenter leur capacité de production. Dans une déclaration à la presse au port de Honaine lors de la première journée de sa visite à Tlemcen, le ministre a déclaré "Nous accompagnerons et garantirons des facilités aux entreprises de construction de bateaux en élargissant les surfaces des ateliers et en assurant tous les moyens pour réaliser les objectifs escomptés".

"Parmi les recommandations du Président de la République pour développer le secteur de la pêche figure la contribution à la facilitation du travail des constructeurs de bateaux afin que nous puissions récupérer les capacités nationales", a-t-il indiqué, ajoutant que "nous comptons procéder à l'extension des ateliers de construction de bateaux en vue de doubler leur capacité productive grâce aux efforts de tous les partenaires". M.Salaouatchi a souligné que "la construction des bateaux traduit les capacités nationales en la matière et qui sont à même de relever les défis ce qui permettra inévitablement de conclure un partenariat avec les pays pionniers dans ce domaine dont l'Italie et l'Espagne, et de réduire la facture des importations. Evoquant l'aquaculture dans cette wilaya, le ministre a rappelé qu'un projet d'aquaculture avait été lancé dans le port de Honaine avec une capacité de production de 600 tonnes grâce à l'élevage de 1,2 million de poissons "Daurade royale". M.Salaouatchi a fait état de 18 contrats de concession octroyés aux investisseurs en aquaculture à Tlemcen, soulignant que ce domaine aura un avenir florissant en intensifiant ce genre d'opérations au niveau national en vue d'atteindre les objectifs escomptés et une production de 50.000 tonnes de dorade. Evoquant la revue à la hausse de la capacité de production de la filière aquaculture, le ministre a mis en avant le lancement d'un nouveau projet d'aquaculture à Skikda avec une capacité de production s'élevant à 1000 tonnes, en plus du projet de Tlemcen (600 tonnes) et de Boumerdes (700 tonnes). "L'Entreprise de Gestion des Ports et Abris de Pêche (EGPP) a construit six (6) quais au port de Honaine d'une capacité de 12 bateaux de pêche", a-t-il fait savoir, rappelant également "le projet de construction des bateaux relevant d'une société privée qui s'est lancée dans la construction du plus grand bateau algérien (37 mètres) qui sera livré l'année prochaine". Le ministre a par ailleurs visité un projet d'aquaculture et un chantier de construction navale à Honaine.

PLF 2022:

Les logements sociaux inaccessibles à compter du 31 décembre 2022

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2022, en cours d'étude et de débat au niveau de la commission des finances et du budget de l'APN, propose de rendre inaccessibles, à compter du 31 décembre 2022, les logements du secteur public locatif à caractère social financés sur concours définitif du budget de l'Etat. Ainsi, le projet de loi, qui modifie l'article 41 de la loi de Finances 2001 et abroge l'article 209 de la loi de finances 2002, stipule que "les logements du secteur public locatif à caractère social financés sur concours définitif du budget de l'Etat sont inaccessibles à compter du 31 décembre 2022".

Le PLF 2022, présenté dimanche par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, à la commission de l'APN, "entend déployer un cadre nouveau à ce segment de logement public locatif à tra-



vers l'adoption d'un cadre juridique approprié et des incitations financières", lit-on dans l'exposé des motifs du projet de loi. Aussi, "par souci de lutter contre toutes spéculations dans le secteur immobilier, après cession

des logements publics locatifs, il est proposé d'introduire la disposition rendant inaccessible le logement public locatif" à compter du 31 décembre de l'année prochaine.

KARIM HASNI:

«Encourager l'accès des investisseurs agricoles à l'eau»

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, a mis l'accent, mardi depuis El-Menea, sur l'encouragement de l'accès des investisseurs agricoles à l'eau. Le ministre a appelé à encourager l'accès des investisseurs agricoles à l'eau par des facilitations administratives via le lancement d'un guichet unique pour l'octroi d'autorisations de fonçage afin de contribuer à maximiser la production agricole stratégique, notamment céréalière, pour assurer la sécurité et l'indépendance alimentaire du pays. S'exprimant lors d'une visite de travail dans cette wilaya, M.Hasni a insisté sur l'unification et la mise en place d'un guichet unique, en collaboration avec les services

agricoles et l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS). Cette visite consiste à "mettre en place une stratégie pour diagnostiquer le service public de l'accès à l'eau et l'assainissement ainsi que de la mobilisation de l'eau d'irrigation agricole, notamment concernant les cultures stratégiques intensive", a-t-il souligné. "Le secteur des Ressources en eau doit accompagner et soutenir le secteur agricole, pour arriver à concrétiser l'objectif de l'indépendance alimentaire et la réduction de la facture d'importation", a-t-il fait savoir. Le ministre a également annoncé la restructuration et l'unification de l'Algérienne des eaux (ADE) et de l'Office national

d'assainissement (ONA), en vue de rendre ces entreprises "plus performantes". Dans un point de presse, le ministre a indiqué que les dernières pluies enregistrées ont été bénéfiques et ont alimenté les barrages de l'Est, tandis que pour le Centre et l'Ouest, les pouvoirs publics ont lancé un programme d'urgence visant à réduire le déficit en eau par le lancement de stations de dessalement, conformément aux directives du président de la République Abdelmadjid Tebboune. Le ministre des ressources en eau a entamé sa visite à El-Menea par une cérémonie de distribution de quatre bus de ramassage scolaires au profit des communes de Hassi-Lefhal, Hassi-Ghanem, Hassi El-Gara et El-Menea.

PLF 2022:

La Commission des finances et du budget de l'APN auditionne la directrice générale des impôts

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, lundi, la directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, indique un communiqué de l'Assemblée. Lors de cette séance présidée par Seddik Bakhouché, président de la commission, Mme Abdellatif a présenté un exposé sur les principales mesures fiscales prévues dans le projet de loi de finances 2022 (PLF), présenté, dimanche, par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane devant la commission. Dans son exposé, Mme Abdellatif a résumé les mesures en question dans six points, le premier concerne l'allègement de la charge fiscale en faveur des ménages et des entreprises, à travers le renforcement de la courbe ascendante de l'Impôt sur le revenu global (IRG), la consécration du principe de globalité de l'imposition et l'allègement de la charge fiscale en ce qui concerne l'imposition sur le revenu global entre autres. La responsable a cité également les mesures liées à l'impôt sur l'activité professionnelle dans le cadre de l'allègement des charges fiscales, et l'application de la moyenne revue à la baisse (9%) de la taxe sur la valeur ajoutée. Concernant l'élargissement de l'assiette fiscale et l'amélioration des recettes fiscales, Mme Abdellatif a affirmé que le PLF 2022 compte plusieurs mesures dans ce sens telles que l'élargissement de l'assiette fiscale de l'IRG, la révision de la méthode de définir et d'imposer l'impôt sur les

revenus agricoles en tenant compte les spécificités de chaque activité et région et la facilitation des obligations relatives à la déclaration et au paiement de l'impôt. Elle a également relevé l'imposition des revenus issus de la distribution des bénéfices (au profit des personnes morales) qui faisaient l'objet d'imposition à l'IBS ou exonérés, expressément à la retenue à la source de 5 % libérés de l'impôt, ainsi que l'imposition des revenus issus de la location des immeubles avec des taux de 7 %, 10 % et 15 % libérés de l'impôt, en ce qu'ils doivent être calculés à partir du montant de la location annuelle globale égal ou inférieur à 600.000 DA. La même responsable a évoqué l'annulation des exonérations de la TVA relatives aux opérations de vente du sucre, en l'imposant au taux réduit (9 %) et l'imposition des opérations de distribution de l'eau potable pour le secteur industriel et le secteur des services à la TVA avec le taux ordinaire de 19 % (au lieu de 9 % actuellement). Le PLF 2022 propose, en outre, un amendement relatif à la taxation forfaitaire appliquée sur le chiffre d'affaire des vendeurs en détail de tabac et l'augmentation du Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS) pour les produits de tabac de 32 DA à 37 DA, en sus de la simplification et la flexibilisation des procédures d'application de la taxe sur la fortune. Le troisième point concerne l'adaptation et la simplification du système fiscal, tandis que le 4e point porte sur

l'appui de l'investissement et la promotion de la production nationale à travers l'élargissement des exonérations fiscales octroyées aux startups et le soutien à l'activité d'aquaculture et autres.

Cinquièmement, la responsable a abordé les mesures relatives à l'intégration fiscale à travers la création d'un prélèvement de 2% sur les exportations de marchandises destinées exclusivement à la revente en état et l'élargissement du traitement fiscal spécifique aux cas de non déclaration ou de déclaration incomplète concernant les personnes chargées de l'impôt ayant bénéficié d'incitations fiscales pour englober tous ceux qui ont bénéficié d'une imposition préférentielle en vertu d'une convention fiscale. Sixièmement, Mme Abdellatif a évoqué la mobilisation des ressources fiscales des collectivités locales à travers la création d'un système de déclaration et de paiement automatiques au profit des entreprises au niveau du siège principal et l'accès à une possibilité de déclaration et de paiement à distance, outre l'imposition d'une taxe foncière sur les biens vacants à travers l'application d'un taux de 7% et le transfert du produit de la taxe sur le logement vers le budget de l'APC afin de lui octroyer de ressources financières supplémentaires, et ce, en fonction de la fermeture du fond spécial de réaménagement du parc foncier en vertu des dispositions de l'article 167 de la loi de finances 2021, conclut le communiqué.

M'SILA :

30 ha pour la production d'ensilage

Une superficie de 30 ha relevant d'une exploitation agricole privée dans la commune de Maârif (M'sila) a été réservée au titre de l'actuelle saison agricole 2021/2022 pour la production d'ensilage (fourrages conservés par fermentation), ont indiqué mardi les services de la wilaya. L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'augmentation de la production de fourrages surtout que cette technique de stockage permet de préserver une haute valeur nutritive des fourrages destinés aux troupeaux bovins et ovins, ont précisé les mêmes services. L'objectif également recherché, est de réduire le recours aux fourrages importés à des prix élevés, selon la même source qui a fait savoir que la production moyenne de la wilaya de M'sila en fourrages secs et verts à 2 millions de quintaux, tandis que la consommation annuelle à travers la wilaya dépasse les 10 millions de quintaux. Des cours de vulgarisation sur les techniques d'ensilage ont été donnés au premier agriculteur producteur d'ensilage, ont indiqué les mêmes services, faisant état de la disponibilité de la wilaya à généraliser cette expérience, notamment dans la région Sud disposant de facteurs propices, dont des terres fertiles et de l'eau. L'ensilage est un fourrage vert broyé et stocké dans un silo sans air au sein duquel il se conserve par acidification en l'absence d'oxygène.

Naissance d'un bébé tigre du Bengale au parc zoologique

Un bébé tigre du Bengale, félin considéré comme le deuxième plus grand tigre au monde, est né courant de cette semaine au parc zoologique de la ville de Sétif, a-t-on appris mardi auprès de cette infrastructure. "Le petit félin se trouve actuellement en bonne santé et bénéficie d'un suivi vétérinaire de la part de l'administration du zoo", a assuré le gérant du parc Amine Hadj Aïssa. Deux lionceaux avaient également vu le jour au cours du mois passé au sein du parc de Sétif qui compte désormais 17 lions africains, a-t-il ajouté. De son côté, le vétérinaire du zoo, Abdelmounaïm Yahia Chérif, a assuré que toutes les conditions requises ont été remplies pour assurer le suivi, la bonne alimentation et l'hygiène des animaux du zoo favorisant ainsi leur reproduction.

SKIKDA :

1000 microcrédits pour les activités de pêche et de pisciculture

Mille microcrédits ont été affectés par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme au titre de l'exercice 2022 pour le lancement d'activités génératrices de revenus dans le domaine de la pêche et de la pisciculture, a indiqué mercredi à Skikda la première responsable du secteur Kaoutar Krikou.



Dans son intervention, lors de l'ouverture, au palais de la culture Malek Chebel, d'une exposition locale sur le dispositif des microcrédits, en compagnie du ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme a relevé que l'affec-

tation des microcrédits, attribués par son département, se fera par le truchement de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM). Mme Krikou a ajouté que les services de son département ont lancé des stages de formation dans diverses activités liées au secteur de la pêche au profit des porteurs de projets, notamment les catégories

précaires, des femmes au foyer et des femmes rurales, précisant que parmi ces activités figurent l'élevage de poissons d'aquarium, la confection de filets de pêche et le séchage de poissons. "Ces microcrédits consacrés aux activités de pêche s'inscrivent dans le cadre du principe de solidarité gouvernementale et de coordination intersectorielle

entre les départements ministériels de la Solidarité et de la Pêche pour la prise en charge des catégories vulnérables et leur insertion dans la vie économique", a souligné la ministre, notant que ses services œuvrent pour concrétiser ce principe par le lancement du programme national d'appui à l'orientation entrepreneuriale dans le secteur de la pêche. La ministre a également souligné que le nombre de bénéficiaires du dispositif de microcrédits dans le secteur de la pêche, estimé actuellement à 946, augmentera davantage à la faveur des mécanismes de formation, de financement et d'accompagnement et d'autres mesures incitatives, avec en tête les mesures fiscales décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Les deux ministres ont également présidé l'opération de distribution de cinq attestations d'attribution de microcrédits au profit de professionnels de la pêche, avant de donner le coup d'envoi d'une caravane de sensibilisation des acteurs de la pêche aux avantages du dispositif du microcrédit, de l'assurance des équipements et du matériel, et présider l'ouverture de trois ateliers de formation relatifs à l'élevage de poissons d'aquarium, à la confection de filets et au séchage du poisson. Les deux ministres ont clôturé leur visite de travail à Skikda par l'inspection du port de la commune d'El Marsa, où une exposition de sensibilisation a été organisée par la CNAS et la CASNOS, et par une visite à la station pilote d'élevage de crevettes dans la même commune où il a été procédé à la présentation de trois projets de pisciculture.

LES NOUVEAUX QUOTIDIENS INDEPENDANTS DU SUD DU PAYS :

La vie citoyenne, au centre d'intérêt de la Presse-papier au Sud

Les questions relatives aux préoccupations des citoyens et leurs aspirations sont au centre d'intérêt des nouveaux quotidiens indépendants du Sud du pays, qui s'occupent de plus en plus de la promotion de l'information de proximité, ont indiqué jeudi des professionnels locaux de la presse papier. Parmi ces tabloïds en langue arabe ayant trouvé ces dernières années leur place dans l'espace médiatique de certaines wilayas du Sud, à l'instar d'Ouargla, Touggourt, El-Oued, Ilizi et Djanet, figure "Sada El-Djanoud" (l'Echo du Sud), un titre nouveau spécialisé dans l'information générale. Paru l'an dernier, Sada El-Djanoub, selon sa rédactrice en chef Souad Zahia, est un nouveau support médiatique qui fonctionne avec un staff composé de jeunes, qui s'attèle à

développer un projet ambitieux visant à assurer un produit médiatique de qualité au diapason des attentes de la population locale et des perspectives de développement de la région, en plus de faire connaître la diversité et la richesse de cette région du pays qui n'a pas encore, estime-t-elle, bénéficié de la couverture médiatique qu'elle mérite. Elle a insisté, en outre, sur le respect des normes de la pratique journalistique professionnelle et de sa crédibilité face aux fausses informations qui circulent à grande échelle sur les réseaux sociaux. De son côté, Salem El-Habib, directeur du "quotidien Tassili" basé à Djanet, a lui aussi mis l'accent sur le respect de la déontologie professionnelle pour avoir un bon média de proximité. Un média, qui, dit-il, présente un potentiel de ciblage

géographique, en dépit des difficultés liées à la distribution des journaux et publications périodiques, dans les wilayas de l'extrême Sud, en rappelant que la presse papier a été fortement affectée par la crise conjoncturelle liée au Coronavirus (Covid-19).

Créer un lien fort entre l'administration et le citoyen

Pour sa part, Mesbah Guediri, directeur de deux quotidiens indépendants, à savoir "El-Tennia" (Le développement) et "El-Qaid-News" (Leader-News) diffusés depuis la wilaya d'El-Oued, a souligné l'importance de créer un lien fort entre l'administration et les citoyens, dans les zones d'ombre notamment, et de suivre le rythme de la presse numérique par rapport à la presse papier, en considérant qu'il s'agit de "deux droites par-

allèles permettant d'assurer un bon service public médiatique". Des professionnels de la presse papier, approchés par l'APS, ont estimé que la prise en charge des contraintes de transport qui représentent un challenge de taille pour eux et greffe lourdement leurs budgets au niveau de cette région saharienne, caractérisée par de vastes et éparces étendues, en plus des difficultés économiques et financières concernant la publicité publique, l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des journalistes et correspondants, et la mise en place d'un programme de formation continue, sont d'autres enjeux pouvant avoir un impact important sur la qualité et la continuité de pratique journalistique dans le Sud du pays.

CONSTANTINE :

Atelier de formation au profit d'une quarantaine de scolarisés participants au projet VASCO

Un atelier de formation a été organisé au profit d'une quarantaine de collégiens et lycéens, adhérents à l'association Sirius d'astronomie de Constantine, dans le cadre du projet de science citoyenne "VASCO", a-t-on appris mardi auprès de l'association. Dans une déclaration à l'APS, le président de l'association Sirius d'astronomie de Constantine, Pr. Djamel Mimouni a indiqué que l'atelier, lancé au début de la semaine en cours, est le premier en présentiel après une série de formations en ligne proposées aux amateurs d'astronomie participant au projet VASCO (Vanishing and appearing sources during a century of observations). Le Pr. Mimouni a, à ce titre souligné que ce projet offre une tribune d'interaction entre des scientifiques, professionnels de plusieurs pays, des amateurs et des citoyens curieux et passionnés, au

service de la science. Qualifiant VASCO de "projet révolutionnaire", l'universitaire a relevé que l'association Sirius est partenaire dans ce projet et assure l'encadrement des jeunes qui veulent y participer. De son côté, Kha oula Laggoune, coordinatrice du projet VASCO en Algérie et dans les pays arabes et encadrant la formation, a détaillé que ce projet se résume à l'observation des sources lumineuses qui apparaissent ou disparaissent dans le ciel au cours d'un siècle, précisant que la formation était axée sur les techniques d'observation et d'interprétation des images prises par un réseau de télescopes. L'encadreur, également membre de l'association Sirius a souligné que l'objectif de ce projet "ambitieux et passionnant", lancé par l'Université Uppsala (Suède) est d'examiner des milliers et des milliers d'images du ciel, de sources lumineuses, étoiles,

nébuleuses et autres, prises durant une période de 100 ans, et de les comparer. "La comparaison se fait à travers une superposition pour relever si certaines étoiles ou nébuleuses ont disparu ou si d'autres objets célestes sont apparus", a-t-elle expliqué. Elle a, dans ce contexte, ajouté qu'une interface très développée basée sur l'intelligence artificielle constitue "le desk" qui relie amateurs et professionnels de ce projet, soulignant qu'à des périodes déterminées, une campagne d'observation des images du ciel prises par le Pan-Starrs Télescope est organisée et les données sont transmises via cette interface aux scientifiques.

Mme Laggoune a ajouté que les scientifiques procèdent alors à des analyses plus approfondies qui peuvent aboutir à des découvertes scientifiques "intéressantes", comme de "nouveaux phénomènes

astrophysiques ou encore des signes de vie dans d'autres planètes ou système solaire". Affirmant que les conclusions des observations sont transformées en données grâce à l'intelligence artificielle, la coordinatrice de projet VASCO a attesté que le travail des amateurs contribue "efficacement" dans ce projet de grande envergure qui rassemble des scientifiques et amateurs du monde entier. Elle a également ajouté que ce projet, démarré en Algérie, avec les universitaires et les spécialistes de l'association a été élargi aux collégiens et lycéens dans une démarche visant à attiser la curiosité des jeunes et à les associer à des projets en mesure de cultiver et développer chez eux l'amour de la science. Aussi, des contacts sont en cours avec des amateurs tunisiens et libanais pour les associer à ce projet, a fait savoir Mme Laggoune.

CORONAVIRUS :

72 nouveaux cas, 66 guérisons et 4 décès

Soixante-douze (72) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 66 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche, le ministère de la Santé dans un communiqué.

13 MILLIONS DE DOSES EN STOCK :

Benbouzid appelle les Algériens à se faire vacciner

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a déclaré, ce lundi 25 octobre 2021, que le virus est toujours présent, soulignant que les experts s'attendent également à une quatrième vague. Lors de la célébration de la Journée nationale du don du sang à l'Agence nationale du don du sang, le ministre a ajouté que depuis le début de la campagne de vaccination en Algérie, seuls 23% des citoyens ayant pris deux doses, soit l'équivalent de plus de 4 millions. Il a ajouté que le nombre de personnes vaccinées dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la santé ne dépassait pas 20%. Le pourcent d'étudiants vaccinés ne dépassait pas 1%. Pour éviter une autre vague, le plus grand nombre de citoyens doit être vacciné, car tous les vaccins sont sûrs et efficaces, a indiqué le ministre. Il a également souligné qu'en Algérie, il existe un stock de 13 millions de vaccins, qui sont répartis dans tous les centres de santé, afin de vacciner les citoyens. Par ailleurs, le ministre a expliqué que son département ministériel n'obligeait personne à se faire vacciner parce que c'est la liberté individuelle. Cependant, il a mené des études avec le ministère de la Jeunesse et des Sports afin de vacciner obligatoirement les citoyens pour entrer dans les espaces sportifs et les stades, appelant à la vaccination pour rouvrir les cinémas et les salles de concert.

SANTÉ/ENSEIGNEMENT:

Les comités consultatifs amélioreront les soins et la formation

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a affirmé, mardi à Alger, que la relance des comités consultatifs hospitalo-universitaires locaux et national contribuera à "améliorer les performances" de ces comités, et partant le développement des soins et de la formation en sciences médicales. Le premier responsable du secteur, a indiqué à l'occasion de l'évaluation des travaux des groupes de travail conjoints entre les ministères de la Santé, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en présence du ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid, que "la relance de ces comités contribuera à l'organisation des formations pratiques et des consultations en matière de la détermination des connaissances des spécialistes hospitaliers". Les comités contribueront également à l'établissement des normes de qual-

ification des structures hospitalo-universitaires et à la définition des normes des activités de leurs services". La supervision par les deux ministres de l'opération d'évaluation des 4 groupes émane du "souci de renforcement de la coordination permanente et continue entre les deux secteurs et du grand intérêt accordé aux résultats qui découleront de ces travaux eu égard à leur impact sur la formation en sciences médicale". L'opération d'évaluation du travail de ces groupes, selon le ministre, vise "l'établissement d'un partenariat solide, l'actualisation du dispositif organisationnel et juridique et l'organisation des études et des formations appliquées de manière consolidant les compétences des médecins et des enseignants pour relever les défis exposés, aux plans de formation et de pratique". Et de préciser que "l'étude des aspects relatifs aux sciences fondamentales en

sciences médicales outre la révision de la grille d'évaluation des promotions dans les différents grades des enseignants hospitalo-universitaires et les critères de soutenance de la thèse de doctorat en sciences médicales, figurent parmi "les préoccupations auxquelles il convient d'accorder une attention particulière". "Le débat sur la formation en sciences paramédicales et l'examen de développement de sa qualité dans le cadre des groupes de travail conjoints "reviennent à l'importance accordée par le secteur en vue d'améliorer la performance et la prise en charge de la santé du citoyen", souligne M. Benziane.

Le ministre a souligné que son département ministériel "s'emploie, à travers l'opération d'évaluation et de suivi continu des travaux des groupes de travail, à promouvoir la recherche scientifique, de la théorie à la pratique".

RHUMATOLOGIE :

36 % des femmes ménopausées souffrent d'ostéoporose en Algérie

Quelque 36% des femmes ménopausées présentent une ostéoporose en Algérie, a révélé mercredi à Alger Pr Houichat Chafika, chef de service de rhumatologie à l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) de Douéra. 41,7 % des Algériennes, âgées de 45 ans et plus, souffrent d'ostéoporose, selon une étude réalisée par l'EHU de Douéra, a précisé la spécialiste lors d'une journée de sensibilisation organisée par l'association "Medsa" au centre commercial de Bab Ezzouar à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'ostéoporose célébrée le 20 octobre de

chaque année. Les études faites par les établissements hospitaliers à travers le pays ont révélé que 36% des Algériennes ménopausées développaient une ostéoporose, a fait savoir Pr Houichat. L'âge, la ménopause précoce, les antécédents familiaux, le manque d'activité physique, une alimentation pauvre en calcium et en vitamine D, l'exposition insuffisante au soleil, le tabagisme ou encore la consommation excessive d'alcool sont autant de facteurs qui peuvent être à l'origine d'une ostéoporose, a-t-elle indiqué. Les médecins accordent un intérêt particulier à la prise en charge de l'ostéoporose chez la femme, étant plus vulnérable à cette maladie qui touche également les enfants et les hommes, tous âges confondus. Pour ce qui est de la prise en charge de la maladie, la spécialiste a rassuré sur la disponibilité de tous types de médicaments, rappelant l'accès facile au diagnostic de l'ostéoporose "DMO" qui permet de mesurer la densité minérale osseuse. Dans ce cadre, Mme Mahieddine Khaoula, de l'association "Medsa" a appelé les femmes souffrant de ménopause précoce de passer l'examen DMO pour éviter toute complication.

porose chez la femme, étant plus vulnérable à cette maladie qui touche également les enfants et les hommes, tous âges confondus. Pour ce qui est de la prise en charge de la maladie, la spécialiste a rassuré sur la disponibilité de tous types de médicaments, rappelant l'accès facile au diagnostic de l'ostéoporose "DMO" qui permet de mesurer la densité minérale osseuse. Dans ce cadre, Mme Mahieddine Khaoula, de l'association "Medsa" a appelé les femmes souffrant de ménopause précoce de passer l'examen DMO pour éviter toute complication.

SANTÉ/ENSEIGNEMENT SUPERIEUR:

Développer les activités communes entre les deux secteurs

Quelque 36% des femmes ménopausées présentent une ostéoporose en Algérie, a révélé mercredi à Alger Pr Houichat Chafika, chef de service de rhumatologie à l'Etablissement hospitalo-universitaire (EHU) de Douéra. 41,7 % des Algériennes, âgées de 45 ans et plus, souffrent d'ostéoporose, selon une étude réalisée par l'EHU de Douéra, a précisé la spécialiste lors d'une journée de sensibilisation organisée par l'association "Medsa" au centre commercial de Bab Ezzouar à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'ostéoporose célébrée le 20 octobre de chaque année. Les études faites par les établissements hospitaliers à travers le pays ont révélé que 36% des Algériennes ménopausées développaient une ostéoporose, a fait savoir Pr



Houichat. L'âge, la ménopause précoce, les antécédents familiaux, le manque d'activité physique, une alimentation pau-

vre en calcium et en vitamine D, l'exposition insuffisante au soleil, le tabagisme ou encore la consommation excessive

d'alcool sont autant de facteurs qui peuvent être à l'origine d'une ostéoporose, a-t-elle indiqué. Les médecins accordent un intérêt particulier à la prise en charge de l'ostéoporose chez la femme, étant plus vulnérable à cette maladie qui touche également les enfants et les hommes, tous âges confondus. Pour ce qui est de la prise en charge de la maladie, la spécialiste a rassuré sur la disponibilité de tous types de médicaments, rappelant l'accès facile au diagnostic de l'ostéoporose "DMO" qui permet de mesurer la densité minérale osseuse. Dans ce cadre, Mme Mahieddine Khaoula, de l'association "Medsa" a appelé les femmes souffrant de ménopause précoce de passer l'examen DMO pour éviter toute complication.

ABDELBAKI BENZIANE:

« Le soutien de l'Algérie à l'"innovation challenge" mis en avant »

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a mis en avant lundi le soutien permanent de l'Algérie à l'Université panafricaine (UPA) qui représente "un projet pionnier" de l'Union africaine (UA) qui œuvre à présenter "des idées innovantes permettant de faire face aux défis les plus urgents dans le continent africain". Dans une allocution prononcée lors des travaux de la 1^{ère} édition du concours continental "Innovation challenge" à l'UPA, M. Benziane a fait savoir que l'Algérie, qui a accueilli la 1^{ère} édition de ce concours, dénote "son soutien permanent" à ladite université, "projet pionnier de l'UA". Le ministre a estimé que sa participation à cette cérémonie, organisée via visioconférence, constitue "une preuve solide de l'engagement et de l'intérêt accordé par l'Algérie et l'UA à cette institution africaine, créée en 2014". Soulignant dans ce sens que la mise en place de l'Institut panafricain des sciences de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques à l'université Abou Bakr Belgaïd (Tlemcen) depuis 2014 constitue "un véritable défi d'une nouvelle forme de coopération entre l'Algérie, l'Allemagne et l'UA", M. Benziane a estimé que cet institut "porte de grands espoirs à nos pays qui cherchent à acquérir des technologies modernes dans les domaines de l'eau, de l'énergie et des changements climatiques". A cette occasion, M. Benziane a indiqué que les universités algériennes avaient reçu depuis l'indépendance presque 60.000 étudiants issus de 44 pays africains tandis que 8.851 étudiants étrangers relevant de 60 pays (notamment africains) poursuivent actuellement leurs études au niveau des universités algériennes, et dont la majorité bénéficient de bourses algériennes, relevant la politique adoptée par le Gouvernement algérien pour le développement des relations Sud-Sud étaient "décisives" en termes de réalisation de ce projet "renforçant le développement socio-économique en Afrique". "L'Algérie est prête à renforcer la coopération africaine en matière de projets thématiques et à abriter des instituts pareils au service de l'Afrique", a-t-il souligné, rappelant que "notre pays vise à travers son passage à l'économie de la connaissance l'encouragement de l'innovation et de l'entrepreneuriat". Il a précisé, dans ce sens, que les établissements de l'enseignement supérieur comprenaient actuellement 78 maisons de l'entrepreneuriat et 44 incubateurs qui œuvrent à la sensibilisation, à la formation et à l'accompagnement des étudiants en vue de leur permettre de créer des start-up.

Reprise à Delhi de l'enseignement en présentiel à compter du 1er novembre

Les élèves, tous niveaux confondus, reprendront leurs cours à 100% en présentiel au niveau de la capitale indienne à partir du 1er novembre prochain, a indiqué, mercredi, le ministre de l'Éducation au gouvernement local de Delhi, Manish Sisodia. Cette mesure intervient alors que les cas de Covid-19 continuent de baisser dans la mégalopole indienne contre une hausse du nombre de personnes ayant pris au moins une dose du vaccin, explique le responsable indien. "Le gouvernement, les responsables de l'Autorité de gestion des catastrophes de Delhi et les spécialistes de l'éducation sont unanimes que la suspension des cours en présentiel affecte considérablement l'apprentissage des élèves. À partir du 1er novembre, toutes les écoles publiques et privées seront autorisées à ouvrir, toutes classes confondues", a déclaré M. Sisodia. "Cependant, les parents ne sont pas obligés d'envoyer leurs enfants à l'école. Les cours en ligne devraient continuer", a-t-il rappelé, notant que les écoles devraient strictement respecter les protocoles sanitaires liés à la Covid-19. L'Inde, où plus de 200.000 personnes sont mortes des suites de la Covid-19 lors d'une vague virulente en avril et mai derniers, met les bouchées doubles pour atteindre l'immunité collective et éviter une éventuelle troisième vague de la pandémie. L'Inde est le deuxième pays le plus touché après les États-Unis, avec plus de 34 millions de cas d'infections dont plus de 455.000 morts.

Le Mexique lance une campagne de vaccination des mineurs à risque

Les autorités sanitaires mexicaines ont lancé lundi une campagne de vaccination des adolescents de 12 à 17 ans avec des problèmes contre le Covid-19 après une récente décision de justice. L'administration des doses du vaccin Pfizer a commencé pour des enfants "avec des comorbidités", a indiqué le gouvernement sur Twitter. L'État de Basse-Californie, dans le nord-ouest du pays à la frontière avec les États-Unis, a également lancé une campagne de vaccination de mineurs avec des maladies chroniques. Dans un premier temps, le gouvernement fédéral n'avait pas inclus les moins de 18 ans dans son plan national de vaccination. Un tribunal de l'État de Mexico a estimé en octobre que le gouvernement devait immuniser tous les enfants et adolescents de 12 à 17 ans. Au total, 25 millions d'élèves sont retournés à l'école le 30 août dernier pour la première fois depuis le début de la pandémie en mars 2020. Le Mexique (126 millions d'habitants) est le quatrième pays le plus touché dans le monde en nombre absolu de morts (286.346 morts et 3,7 millions de cas, selon les chiffres officiels).

Hong Kong compte durcir ses restrictions d'entrée

Hong Kong compte durcir ses restrictions d'entrée, déjà parmi les plus strictes du monde, en matière de lutte contre le Covid-19, a annoncé mardi la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam. Hong Kong impose déjà une quarantaine de 14 à 21 jours dans des hôtels dédiés à la plupart des nouveaux arrivants, mais de rares exemptions sont prévues, notamment pour les diplomates ou les dirigeants de grandes entreprises qui sont autorisés à s'isoler chez eux, ou pour certains résidents de Hong Kong arrivant de Chine continentale. "Bientôt, nous allons annoncer que la plupart des exemptions de quarantaine accordées à des groupes spécifiques de visiteurs provenant de l'étranger et du continent seront annulées", a déclaré Mme Lam sans fournir de détail. "Nous devons nous assurer que nos pratiques anti-Covid-19 sont plus en ligne avec celles du continent", a-t-elle dit. "Donc, si Hong Kong assouplit ses contrôles aux frontières pour les personnes provenant de l'étranger, ou adopte ce que d'autres pays ont fait, à savoir vivre avec le virus du Covid-19, alors les chances de pouvoir voyager vers et depuis le continent seront réduites", a-t-elle ajouté.

COVID-19:

Réouverture des établissements d'enseignement primaire au Sri Lanka



Les établissements d'enseignement primaire au Sri Lanka ont rouvert, lundi, après avoir été fermés pendant plus d'un an en raison de la propagation de la pandémie de Covid-19. Les élèves de la première à la cinquième primaire ont re-

joint les bancs des écoles alors que le ministère de l'Éducation a déclaré que toutes les précautions sanitaires avaient été prises pour assurer la sécurité des élèves. Les responsables du ministère ont exigé le port des masques et le respect de

la distanciation physique, en sus de la nécessité de prise de la température à l'entrée de chaque établissement. Selon le ministère sri-lankais de la Santé, le nombre de personnes infectées avait largement diminué ces dernières semaines,

tout en exhortant les gens à rester prudents et à appliquer tous les protocoles sanitaires liés au Covid-19. Le pays insulaire a enregistré à ce jour plus de 536.000 cas d'infections dont 13.611 décès.

La France commande 50.000 doses du traitement anti-Covid de l'américain Merck

La France a passé une commande portant sur 50.000 doses du traitement anti-Covid du laboratoire américain Merck, a annoncé mardi le ministre de la Santé Olivier Véran, alors que l'Agence européenne des médicaments (EMA) vient de lancer la procédure d'examen de ce médicament. "50.000 doses de ce médicament vont être livrées à la France à compter des derniers jours de novembre ou des premiers jours de décembre, c'est-à-dire dès que les traitements sortiront des chaînes de production", a déclaré Olivier Véran lors d'une audition au

Sénat. "Le comité des médicaments à usage humain (CHMP) de l'EMA a lancé un examen continu du médicament antiviral oral molnupiravir [...] développé par Merck Sharp & Dohme" pour le traitement du Covid-19 chez les adultes, a annoncé l'Agence européenne des médicaments lundi. La décision du CHMP est basée sur des résultats préliminaires d'études de laboratoire (données non cliniques) et cliniques qui ont montré que l'antiviral développé par Merck peut réduire la capacité du SARS-CoV-2 (le virus qui cause le Covid-19) à se multiplier dans

le corps, empêchant ainsi l'hospitalisation ou le décès chez les patients atteints de cette maladie. Selon un essai clinique mené par le laboratoire américain, le molnupiravir réduit par deux les risques d'hospitalisation et de décès lorsqu'il est administré dans les quelques jours suivant un test Covid positif. Ce médicament agit en diminuant la capacité du virus à se répliquer, freinant ainsi la maladie. Pour le ministre, ce médicament pourrait changer la donne dans la lutte contre l'épidémie en France, s'agissant d'un comprimé qui pourrait être utilisé

de manière plus facile que les traitements intraveineux comme ceux à base d'anticorps de synthèse. Il a toutefois rappelé que ce traitement ne saurait constituer la seule réponse à l'épidémie, insistant sur l'importance de la vaccination contre le Covid-19 et le respect des gestes barrières. L'annonce du ministre de la Santé intervient alors que le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal a fait état d'un "très léger" rebond de la pandémie dans le pays, avec plus de 5.000 nouveaux cas ces trois derniers jours.

L'EMA entame l'examen d'un médicament antiviral développé par le laboratoire américain Merck

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a annoncé, lundi, avoir lancé la procédure d'examen d'un médicament antiviral contre le coronavirus, développé par le laboratoire américain Merck. "Le comité des médicaments à usage humain (CHMP) de l'EMA a lancé un examen continu du médicament antiviral oral molnupiravir [...] développé par Merck Sharp & Dohme" pour le traitement du

Covid-19 chez les adultes, indique l'EMA dans un communiqué. La décision du CHMP d'entamer l'examen de ce médicament est basée sur des résultats préliminaires d'études de laboratoire (données non cliniques) et cliniques, précise l'Agence. Ces études, souligne l'EMA, ont montré que l'antiviral développé par Merck peut réduire la capacité du SARS-CoV-2 (le virus qui cause le Covid-19) à se multi-

plier dans le corps, empêchant ainsi l'hospitalisation ou le décès chez les patients atteints de cette maladie. L'Agence évaluera la conformité du molnupiravir avec les normes européennes habituelles en matière d'efficacité, de sécurité et de qualité, relève-t-elle. L'EMA ajoute qu'elle communiquera ultérieurement lorsqu'une demande d'autorisation de mise sur le marché pour le médicament aura été soumise

par Merck. Selon un essai clinique mené par le laboratoire américain, le molnupiravir réduit par deux les risques d'hospitalisation et de décès lorsqu'il est administré dans les quelques jours suivants un test Covid positif. Ce médicament agit en diminuant la capacité du virus à se répliquer, freinant ainsi la maladie.

Plus de 70% de la population du Japon entièrement vaccinée contre le Covid

Plus de 70 % de la population japonaise a été entièrement vaccinée contre le Covid-19, ce qui place le pays parmi les trois premiers du Groupe des sept (G7), après un déploiement initialement lent du vaccin. Selon des données gouvernementales publiées mardi,

70,1% des 125 millions d'habitants du Japon ont reçu deux doses du vaccin contre le Covid-19. Le taux d'injection est maintenant presque égal à celui de l'Italie, qui vient en deuxième position derrière le Canada, où 72,65% de la population totale avait été vaccinée au

16 octobre. Les États-Unis et le Royaume-Uni, membres du G7, qui étaient initialement très en avance sur le Japon, ont vu leur taux de vaccination ralentir après avoir atteint 60%. Parmi les personnes âgées de 65 ans et plus au Japon, 90,4% ont été entièrement

vaccinées lundi, contre 60,8% des trentenaires, 57% des vingténaires et 47,7% des personnes âgées de 12 à 19 ans. Au total, 185,98 millions de doses ont été administrées dans le pays, 76,7% de la population ayant reçu au moins une dose.

Les Maldives accueillent plus de 100.000 arrivées touristiques en octobre

Plus de 100.000 touristes étrangers ont visité les Maldives au mois d'octobre, a annoncé mardi le ministère maldivien du Tourisme. Un total de 102.434 touristes ont visité les Maldives du 1er au 24 octobre, soit une augmentation de 599% par rapport à la même période de 2020 et une baisse de 2% par rapport à 2019, a fait savoir la même source. L'Etat insulaire a enregistré un total de 973.269 arrivées touristiques depuis janvier dernier, soit une moyenne quotidienne de 4.454. Selon la Maldives Marketing and Public Relations Corporation (MMPRC), le pays franchira cette année la barre d'un million d'arrivées de touristes d'ici fin octobre. L'Inde et la Russie ont été les principales sources d'arrivées de touristes à destination des Maldives, représentant respectivement 23 % et 19 % suivis par la France, le Kazakhstan, l'Espagne, l'Ukraine, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les frontières du pays avaient été entièrement fermées pendant trois mois en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 avant leur réouverture en juillet 2020. Aux Maldives, il n'y a pas d'exigence de mise en quarantaine pour les touristes qui sont tenus seulement de montrer un test PCR négatif valide à l'arrivée. L'économie maldivienne est largement dépendante du tourisme, qui représente environ 25 % du PIB lors d'une année normale.

Une action française devient la plus chère vendue au monde

Une action historique a atteint le prix record de 120.000 euros, lors d'une récente vente aux enchères. Ces actifs d'un autre temps sont très prisés des collectionneurs. Elle n'a plus de valeur sur les marchés, mais elle s'est pourtant envolée à un prix record. Une action française de la Compagnie des Indes orientales a trouvé preneur mi-octobre pour 120.000 euros, relate BFM TV. Elle est ainsi devenue l'action historique la plus chère du monde. C'est même la première fois qu'une action de collection dépasse la barre des 100.000 euros. De quoi laisser le Bitcoin loin derrière. Émise en 1665, la pièce est une rareté, puisqu'elle pourrait être l'action la plus ancienne jamais mise aux enchères, comme l'affirme à BFM TV Mario Boone, directeur du Centre de Scriptophilie Booneshares. Le titre n'a évidemment plus de valeur fiduciaire, la Compagnie des Indes orientales ayant disparu sous Louis XV, en 1769. Flambée des prix. Cette vente témoigne également d'une flambée des prix sur le marché des actions de collection, puisque cette même pièce avait déjà été acquise par un autre acheteur en 2004, pour seulement 27.000 euros. En 17 ans, son prix a donc quadruplé. Pas une surprise pour Mario Boone, qui rappelle à BFM TV que la rareté de ces pièces attire collectionneurs et investisseurs. "Ces dernières années, les collectionneurs sont de plus en plus à la recherche d'objets exceptionnels et historiquement importants. Les actions ne s'impriment plus aujourd'hui, nous sommes dans un marché avec une offre limitée et une demande croissante, ce qui offre bien sûr des opportunités pour les investisseurs, à condition qu'ils soient bien informés", explique-t-il à la chaîne. D'autres actions historiques sont d'ailleurs parties le même jour sous le marteau du commissaire-priseur de Booneshares, souvent pour des sommes rondes. Une action des Tramways à cheval de Saint-Petersbourg a notamment été adjugée à 5.500 euros. À côté de ces objets historiques, les grandes maisons d'enchères ont fait la part belle à des pièces plus contemporaines ces dernières semaines. La folie des NFT (non-fungible tokens) s'est en particulier emparée des salles des ventes, dans le sillage du boom des cryptomonnaies. La célèbre maison Sotheby's a notamment mis en place une plateforme en ligne pour mettre en vente ces nouvelles œuvres numériques.

FLAMBEE DE L'ENERGIE: L'électricité bientôt aussi chère que l'essence?



Face à la surenchère du prix des carburants, Barbara Pompili s'en est prise aux distributeurs et veut promouvoir le tout-électrique comme alternative. Pourtant, elle et le gouvernement ont contribué à la hausse durable des coûts de l'électricité. Les prix des carburants battent tous les

records. À 1,53 euro le litre de gazole, c'est plus qu'au début de la crise des Gilets jaunes. Interrogée le 12 octobre à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili a sonné la charge contre les distributeurs, leur demandant "de faire un geste en réduisant leur marge". Pourtant, cette

marge, de la grande distribution aux réseaux de stations des pétroliers en passant par les indépendants, n'excède pas les deux centimes d'euro. Bien loin derrière les 88 centimes (16,4% de TVA et 40,7% de TICPE) que l'Etat empoche à chaque litre de gazole pompé par un automobiliste dans une station-service. Mais cette réalité semble n'avoir qu'une importance très relative pour la ministre. "Au-delà de ces mesures de court terme, c'est bien un changement de modèle" qu'elle entend opérer. Et de faire l'éloge de sa politique d'électrification du parc automobile, rappelant les dispositions destinées aux Français les plus modestes (chèque énergie et bouclier tarifaire). "L'idée, c'est de passer d'un plein qui peut approcher 100 euros à un rechargement électrique à 10-15 euros", affirme Barbara Pompili. Des déclarations qui ne manquent pas d'interpeller. Barbara Pompili éduquant en effet son incapacité à prévenir la hausse des prix sur le marché de l'électricité. Libéralisé au nom de l'Europe, ce marché est aujourd'hui d'autant plus malmené que la transition énergétique voulue au nom de la sortie du nucléaire est en marche.

SURENCHERE DES PRIX DE L'ELECTRICITE:

La vague est devant les Français

Effectif depuis 1997, le marché intérieur de l'électricité a été libéralisé sous l'impulsion de Bruxelles (Directive 96/92/CE). Sont ainsi apparues en Europe des bourses de l'électricité couvrant différents marchés nationaux, notamment EPEX Spot et Nord Pool Spot où s'approvisionnent les fournisseurs européens de l'Hexagone, concurrents directs d'EDF. Les traités européens exigeant une concurrence, des "fournisseurs alternatifs" ont intégré le marché français de l'électricité mais si l'énergie qu'ils revendent aux Français est plus chère que celle d'EDF, ils disparaîtront, mettant de facto la France en porte-à-faux vis-à-vis de la Commission. Alors pour faire subsister cette concurrence, la Commission de régulation de l'énergie (CRE) rehausse les tarifs appliqués par la compagnie publique pour qu'ils soient toujours plus chers que ceux de ses homologues privés. C'est ainsi que, malgré un coût de production relativement bas et qui, en France, évolue très peu grâce au parc de centrales nucléaires et de barrages hydroélectriques d'EDF, la facture des Français gonfle d'année en année. La faute à ce maintien artificiel de la concurrence exigé par Bruxelles. Par ailleurs, en Europe, deux tiers de l'électricité est produite à partir d'énergies fossiles (telles que le gaz et le charbon) et les concurrents privés d'EDF se fournissent en partie sur les marchés européens. Des marchés qui sont par conséquent soumis aux cours des matières fossiles et s'avèrent responsables, dans le cas de la France, de l'alourdissement des factures d'électricité des ménages et des entreprises. D'après l'Agence internationale de l'énergie, la demande d'électricité est vouée à augmenter, notamment du fait des besoins croissants des véhicules (+40% d'ici à 2040). Or, produire plus

d'électricité afin de se soustraire à la dépendance aux énergies fossiles — comme le souhaiterait Barbara Pompili — va donc nécessiter... plus encore d'énergies fossiles. Comme si cela ne suffisait pas, la Commission européenne impose d'ici à juillet 2023 la mise en place d'une tarification horaire (ou "tarification dynamique") pour les opérateurs de plus de 200.000 abonnés. Du côté du consommateur, cela signifie que le prix du mégawattheure sera fixé en temps réel, fluctuant selon la demande du moment et non plus à l'année. Cette facturation sera rendue possible par le nouveau compteur "communicant" Linky. Les Européens pris à leur propre jeu Concrètement, il sera beaucoup plus cher de s'éclairer, de faire chauffer ses plaques de cuisson ou simplement de lire ses mails à 19h lorsque tout le monde rentre du bureau, qu'à 3h du matin lorsque tout le monde dort... Ce type de tarification, volatile, déréglée, est ce qui a conduit certains Texans à voir leur facture d'électricité multipliée par 70 durant la vague de froid de l'hiver dernier. Mais exiger des Français qu'ils se tournent toujours davantage vers la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim et l'essor de l'éolien, la production d'électricité dans l'Hexagone baissait de 7% (également à cause du retard pris dans les opérations de maintenance des centrales durant les confinements) pour atteindre son plus bas niveau depuis 20 ans. Cet arrêt prématuré des deux réacteurs de Fessenheim

(la centrale alsacienne avait encore 20 ans d'activité devant elle) qui produisaient 3% de l'électricité (la moins chère de France, le site étant pleinement amorti) est le premier jalon d'une politique qui coûtera donc, à terme, encore plus cher aux Français. 14 autres réacteurs doivent fermer d'ici à 2035 afin de tenir l'objectif de réduire à 50% la part du nucléaire dans le mix énergétique tricolore... au nom de la préservation du climat. C'était la promesse de François Hollande en 2012 pour sceller son pacte électoral avec EELV. Un engagement que Barbara Pompili, ex-EELV qui fit son entrée à l'Assemblée grâce à ce deal, entend poursuivre. Dérégulation, tout-électrique et antinucléaire: combo fatal. Une production qui baisse, c'est là encore une tension supplémentaire sur le marché de gros de l'électricité. Phénomène aggravé par le choix des énergies renouvelables (EnR) — à l'instar des éoliennes— comme alternative au nucléaire. En effet, les aéromoteurs ne produisent de l'électricité que 23% du temps (moyenne de RTE pour l'éolien terrestre en 2019). Pour parer aux trous de production et assurer un approvisionnement électrique continu des foyers (éviter les black-out), il faut donc recourir à des centrales... au gaz, voire au charbon comme en Allemagne, qui a pris la décision d'abandonner totalement le nucléaire. Ce surplus de demande en énergies fossiles, pour produire une électricité autrefois produite sans elles, contribue donc mécaniquement à augmenter leurs cours. Et ce phénomène devrait s'accroître plus encore, avec, à partir de 2022, la sortie du nucléaire de la Belgique où l'atome fournit pourtant 50% de l'électricité consommée... Autant d'énergie que ses voisins devront produire pour elle.

FISCALITE:

Le développement des EnR fait flamber la facture

Sur leur facture d'électricité, les Français paient les subventions aux énergies "vertes" via notamment la CSPE qui a explosé de 650% en vingt ans. S'ajoutent à cela les investissements dans le réseau, mis à mal par la démultiplication des éoliennes (déjà au nombre de 8.000 en France, que Barbara Pompili entend pousser à 20.000 d'ici à quatre ans). Fin 2020, RTE et Enedis annonçaient 100 milliards d'investissement sur 15 ans pour adapter le réseau électrique français. Là encore, ce coût sera répercuté directement sur la facture des ménages. Le cours du mégawattheure (MWh) promet donc de continuer à grimper pour les Français et l'argument avancé par la ministre de générer des

économies grâce au passage au tout-électrique semble désormais moins convaincant. À six mois de la présidentielle, Emmanuel Macron semble avoir pris conscience du danger. Le 12 octobre, celui-ci annonçait un investissement d'un milliard d'euros dans le développement de petits réacteurs modulaires (SMR). Déjà, à son arrivée au pouvoir, le chef de l'Etat avait pris ses distances avec la fermeture des 17 réacteurs nucléaires actés sous François Hollande. Mais interviewée le lendemain sur RTL, Barbara Pompili persistait: face aux défis énergétiques auxquels les Français vont devoir faire face, "il faut faire des renouvelables, des renouvelables et beaucoup d'énergies renouvelables!". Évi-

L'Asie a connu son année la plus chaude jamais enregistrée en 2020 (ONU)

L'Asie a connu son année la plus chaude jamais enregistrée en 2020, a indiqué mardi l'ONU avant le sommet de la COP26 sur le climat. Dans son rapport annuel sur l'état du climat en Asie, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a indiqué que l'ensemble de la région a été touchée par le changement climatique. "Les conditions météorologiques extrêmes et le changement climatique en Asie ont causé en 2020 la perte de milliers de personnes, déplacés des milliards d'autres et coûté des centaines de milliards de dollars", a indiqué l'OMM dans un communiqué. "Le développement durable est menacé L'insécurité dans les domaines de l'alimentation et de l'eau, les risques sanitaires et la dégradation de l'environnement sont en hausse", a-t-elle souligné. Dans le rapport, l'OMM fait aussi sur le point sur les pertes économiques annuelles liées aux risques climatiques. Elles sont estimées à 238 milliards de dollars (205 milliards d'euros) en Chine, 87 milliards en Inde, 83 milliards au Japon et 24 milliards en Corée du Sud.

"Les risques météorologiques et climatiques, en particulier les inondations, les tempêtes et les sécheresses, ont eu des répercussions importantes dans de nombreux pays de la région", a affirmé le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas, dans le communiqué. En 2020, les inondations et les tempêtes ont touché environ 50 millions de personnes et causé plus de 5.000 décès. Ces chiffres sont inférieurs à la moyenne annuelle des deux dernières décennies (158 millions de personnes touchées et environ 15.500 décès) "et témoignent du succès des systèmes d'alerte précoce dans de nombreux pays d'Asie", selon l'OMM. 2020 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée en Asie, avec une température moyenne dépassant de 1,39 degré Celsius la moyenne enregistrée sur la période 1981-2010. Fin juin 2020, 38 C ont été relevés à Verkhojansk dans le nord-est de la Sibérie en Russie, ce qui est provisoirement la température la plus élevée constatée au nord du cercle polaire arctique. En 2020, les températures moyennes à la surface des eaux ont atteint des records dans les océans Indien, Pacifique et Arctique. Le rapport note également que les températures à la surface des eaux dans les océans en Asie augmentent plus fortement que la moyenne mondiale. Ainsi, le réchauffement a été plus de trois fois supérieur à la moyenne dans la mer d'Arabie et dans certaines parties de l'océan Arctique.

Quant aux glaciers situés en Asie, leur recul s'accroît et l'OMM prévoit que "leur masse diminuera de 20 à 40% d'ici à 2050, ce qui affectera la vie et les moyens de subsistance d'environ 750 millions de personnes".

Krikou se réunit avec des femmes de la communauté algérienne en Jordanie

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, a rencontré des femmes de la communauté algérienne établie à Amman (Jordanie), où elle a écouté leurs préoccupations, a indiqué mardi un communiqué du ministère. Mme Krikou a rencontré les femmes de la communauté au siège de l'ambassade algérienne en Jordanie, où elle a écouté leurs préoccupations et les problèmes auxquelles elles font face dans ce pays frère, et ce, en marge de sa participation à la 76e réunion du bureau exécutif des ministres arabes des Affaires sociales, tenue en Jordanie, a précisé le communiqué. Les préoccupations des femmes de la communauté algérienne établie en Jordanie ont porté sur "leurs problèmes familiaux difficiles résultant des mariages mixtes", a noté la source. La ministre a affirmé, dans ce sens, "le soutien de l'Algérie à la communauté nationale à travers le monde quelles que soient les circonstances", soulignant, en revanche, "l'impératif de suivre les procédures légales et de contacter les autorités officielles lors des déplacements, des voyages et des mariages mixtes", et ce, afin d'éviter "les problèmes qui pourraient être difficile à gérer dans le cadre des lois spécifiques à chaque Etat". Par ailleurs, Mme Krikou s'est réunie, en marge de cette réunion, avec ses homologues d'Egypte et de Jordanie dans le cadre du "renforcement de la coopération entre l'Algérie et ces deux pays dans les domaines social



et humanitaire, notamment en matière de prise en charge des personnes aux besoins spécifiques et les moyens d'appui de la femme pour accéder au domaine d'entrepreneuriat", a conclu la source.

MINISTERE DU TRAVAIL :

Généralisation de l'utilisation de la langue arabe

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a ordonné aujourd'hui la généralisation de l'usage de la langue arabe dans l'édition de la correspondance, des déclarations, des affiches et de toutes les transactions, selon un communiqué du ministère. Le communiqué indique que le ministère a publié une instruction dans laquelle il a ordonné à toutes les institutions et départements d'utiliser la langue arabe exclusivement dans toute correspondance, rapports, procès-verbaux de réunions et tous les documents émis par le ministère, que ce soit en interne ou en relation avec l'administration et les institutions. Début 2021, l'ex-ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, El Hachemi Djaaboub, avait également adressé des instructions sur la généralisation de la langue arabe aux différentes structures de son secteur. Appliquée pendant quelques mois, l'instruction a été abandonnée avec le départ du ministre,

après le remaniement du Gouvernement en juin dernier. A noter également que deux ministères ont également émis, il y a quelques jours, des notes adressées à leurs structures internes leurs enjoignant d'utiliser la première langue nationale et officielle, l'arabe. Il s'agit du ministère de la Jeunesse et des Sports et le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels. Jeudi 21 octobre, dans une note, le ministère de la Jeunesse et des Sports a instruit sur « l'usage de la langue arabe dans le domaine de l'enseignement dispensé au niveau des centres de formation du secteur et dans toutes les correspondances émises par les différents services du ministère ». « On a fait ce qu'il fallait faire. On a juste demandé de faire usage de la langue nationale dans les correspondances officielles. Et c'est ça le fondement et l'origine », est-il indiqué dans la note. Et d'ajouter : « A l'exception de certains secteurs qui font usage du

français sous prétexte qu'ils traitent les choses techniques nécessitant l'usage de langues étrangères... pour ce qui est de notre secteur, on ne risque pas d'avoir ce genre de problèmes. C'est un secteur qui est géré par des jeunes appartenant à la génération de l'indépendance, donc ils maîtrisent tous l'arabe. C'est un acquis pour nous, et ce, afin de valoriser la langue nationale ». Le même jour, le ministère de la Formation professionnelle a émis une note similaire. « Vous êtes priés de généraliser l'utilisation de l'arabe dans le domaine de l'enseignement au niveau des institutions de formation, ainsi que dans toutes les communications et courriers émanant des services du même département », est-il mentionné dans cette note, publiée sur la page Facebook du ministère. Cette décision est motivée par les dispositions de l'article 3 de la Constitution qui stipule que « l'arabe et la langue nationale et officielle » et que « l'Etat œuvre à sa promotion ».

COP26 :

"Des efforts accrus" pour contenir le réchauffement climatique (ONU)

Des efforts accrus sont nécessaires pour contenir le réchauffement climatique, a déclaré lundi le Secrétaire de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), dans un nouveau rapport. "Les plans d'action climatique nouveaux ou actualisés des gouvernements peuvent être efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) mais des efforts accrus sont nécessaires pour contenir le réchauffement climatique", a expliqué le Secrétaire de la CCNUCC, également connue sous le nom d'ONU Climat. Les résultats mettent à jour un rapport antérieur qui synthétise les plans décrits par les pays dans leurs

contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris sur le changement climatique, qui vise à limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius. Les parties à l'Accord ont demandé le rapport de synthèse, publié en septembre, pour les aider à évaluer les progrès avant la 26e Conférence des Parties des Nations Unies sur le changement climatique (COP26), qui s'ouvre prochainement à Glasgow, en Ecosse. La mise à jour de ce lundi a été fournie afin que les pays aient les dernières informations à prendre en compte lors de la conférence. La Secrétaire exécutive de la CC-

NUCC, Patricia Espinosa, a déclaré que les CDN "représentent clairement un engagement à agir contre le changement climatique", appelant les parties à redoubler d'efforts pour le climat "de toute urgence", si elles veulent empêcher une augmentation des températures au-delà des objectifs de l'Accord de Paris. Le dépassement des objectifs de température conduira à un monde déstabilisé et à des souffrances sans fin, en particulier chez ceux qui ont le moins contribué aux émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère", a-t-elle averti. Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), limiter l'augmentation de la tempéra-

ture moyenne mondiale à 1,5 degré nécessite une réduction de 45% des émissions de dioxyde de carbone (CO2) en 2030, ou une réduction de 25% d'ici 2030 pour les maintenir à deux degrés. Pour le ministre britannique du Cabinet Office, Alok Sharma, président de la COP26, le rapport souligne pourquoi les pays doivent faire preuve d'une action climatique ambitieuse à la COP26, notant que bien que des progrès aient été réalisés, "ils ne suffisent pas". En outre, il a appelé "les plus gros émetteurs", les pays du G20, à montrer des engagements plus fermes pour maintenir l'objectif de 1,5 degré à portée de main au cours de "cette décennie critique".

Maintien de fermeture des salles d'ablutions au niveau des mosquées

Les salles d'ablutions resteront fermées dans toutes les mosquées du pays conformément aux décisions de la Commission ministérielle de la Fatwa et du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, a affirmé mardi à Alger le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs, Youcef Belmehdi. "Le maintien de fermeture des salles d'ablutions au niveau des mosquées de la République n'est pas arbitraire. Elle dépend des décisions de la Commission ministérielle de la Fatwa et du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus", a déclaré le ministre en marge de l'ouverture de la 23e semaine nationale du Saint Coran. La décision de réouverture des salles d'ablutions sera prise "sur avis de scientifiques et médecins", a-t-il assuré. "La levée du confinement ne signifie pas le relâchement dans le respect des mesures préventives de lutte contre la propagation du Coronavirus, et ce en dépit du recul des nouveaux cas de contamination et de décès dus au Covid-19", a-t-il rappelé, estimant que le maintien de la fermeture des salles d'ablutions ne relève pas des prérogatives de l'administration et du ministère mais plutôt de la Commission ministérielle de la Fatwa et du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus". M. Belmehdi a appelé, dans ce cadre, les citoyens "à se faire vacciner et au respect des mesures préventives en vue d'éviter la dégradation de la situation sanitaire dans le pays. "Les fidèles sont appelés à faire preuve de patience et à observer les mesures barrières aussi bien à l'intérieur des mosquées qu'à l'extérieur", a-t-il souligné relevant que l'ensemble des mosquées du pays "ont célébré le Mawlid Ennabawi dans le respect des mesures de prévention contre le Coronavirus". Evoquant Djamaâ El Djazair, le ministre a rappelé que "cette édifice n'a pas encore été inauguré". Uniquement la salle de prière a été inaugurée", a-t-il dit faisant observer que "la nomination de l'imam de cette mosquée revient aux hautes autorités du pays" et que "l'Algérie dispose de nombreux cadres et Oulémas à la hauteur de ce poste".

SETIF :

Naissance d'un bébé tigre du Bengale au parc zoologique

Un bébé tigre du Bengale, félin considéré comme le deuxième plus grand tigre au monde, est né courant de cette semaine au parc zoologique de la ville de Sétif, a-t-on appris mardi auprès de cette infrastructure. "Le petit félin se trouve actuellement en bonne santé et bénéficie d'un suivi vétérinaire de la part de l'administration du zoo", a assuré le gérant du parc Amine Hadj Aïssa. Deux lionsceaux avaient également vu le jour au cours du mois passé au sein du parc de Sétif qui compte désormais 17 lions africains, a-t-il ajouté. En son côté, le vétérinaire du zoo, Abdelmounaïm Yahia Chérif, a assuré que toutes les conditions requises ont été remplies pour assurer le suivi, la bonne alimentation et l'hygiène des animaux du zoo favorisant ainsi leur reproduction. Le parc zoologique de Sétif, a indiqué son gérant, compte plus de 60 espèces faunistiques (lion, tigre du Bengale, crocodile, cobra, lama, hyène, autruche, singe) dont certaines, menacées d'extinction, doivent être préservées et protégées. Les responsables du parc zoologique de Sétif ambitionnent d'effectuer une extension de la structure dont la capacité actuelle, ont-ils dit, ne permet plus d'accueillir de nouveaux animaux.

TURQUIE-USA :

Erdogan va demander à Biden des clarifications sur le F-35



La mise à l'écart de la Turquie du programme de chasseur furtif F-35 sera la principale question au menu d'un entretien programmé entre le président turc Recep Tayyip Erdogan et son homologue américain Joe Biden à Glasgow, rapporte mercredi

l'agence de presse turque Anadolu. La Turquie, qui devait contribuer à la construction du F-35 et en acquérir pour son armée, a été écartée du programme après avoir acquis des systèmes de défense antiaérienne russes. Elle réclame le remboursement d'1,4 milliard de dollars qu'elle avait déjà investis. Recep Tayyip Erdogan a déclaré que Washington avait proposé à Ankara des chasseurs F-16 et la modernisation de ses avions existants en contrepartie de son désengagement, ce que les Etats-Unis ont démenti. Selon des propos rapportés par Anadolu, le président turc a déclaré à l'occasion d'un déplacement en Azerbaïdjan qu'il s'efforcera de clarifier ce point avec Joe Biden, qu'il rencontrera en marge de la conférence de l'Onu sur le climat (COP26). "Les informations que nous avons reçues sont qu'il existe une forme de plan de paiement", a-t-il dit. "Que ce soit vrai ou pas, ils (les Américains) nous le diront. (...) Si c'est le cas nous pourrions conclure un accord."

ITALIE:

Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 6% en 2021

Les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 6% en Italie au titre de l'année courante, selon un rapport présenté, à Rimini, aux Etats généraux de l'économie verte à la péninsule. Initié par la Fondation pour le développement durable italienne, le document tire la sonnette d'alarme sur la dégradation de la situation environnementale du pays, appelant l'Italie à réduire ses émissions de 26,2 % au cours des 10 prochaines années,

soit 2,6 % par an. Au cours des cinq dernières années, l'installation des énergies renouvelables s'est presque arrêtée, a signalé le rapport présenté à l'occasion du Salon de l'économie verte Ecomondo, qui se tient du 26 au 29 octobre, notant que les processus d'autorisation sont trop longs. Seulement 0,8 Giga d'énergies renouvelables sont installées par an, alors qu'il en faudrait 8 pour atteindre les objectifs européens, a martelé la fondation. Néanmoins, la

péninsule demeure un leader en Europe en matière de recyclage et de prélèvement en eau potable, s'est félicité le rapport, ajoutant que l'agriculture biologique continue d'augmenter et atteint 15 % de la surface cultivée. Le Conseil national de l'économie verte italien demande désormais au gouvernement et au parlement une loi sur le climat, comme c'est le cas en Allemagne, en France, en Espagne et en Grande-Bretagne.

Les parlementaires américains inquiets de possibles vente de F-16 à la Turquie

Les parlementaires américains ont appelé l'administration Biden à ne pas vendre d'avions de combat F-16 à la Turquie et ont déclaré qu'ils avaient l'assurance que le Congrès bloquerait toute exportation de ce genre. Dans une lettre adressée au président Joe Biden et au secrétaire d'Etat Antony Blinken, 11 membres de la Chambre des représentants ont fait part de leur "profonde inquiétude" concernant les annonces selon lesquelles la Turquie pourrait acquérir 40 avions de combat F-16 fabriqués par le groupe Lockheed Martin, ainsi que près de

80 kits de modernisation pour ses avions de combat actuels. Reuters a pu consulter mardi cette lettre datée du 25 octobre. "Après l'annonce faite en septembre par le président (Recep Tayyip) Erdogan selon laquelle la Turquie achètera des systèmes de défense antimissile russes S-400 supplémentaires, nous ne pouvons pas nous permettre de compromettre notre sécurité nationale en envoyant des avions fabriqués aux Etats-Unis à un allié du traité qui continue à se comporter comme un adversaire", ont écrit les parlementaires. La Maison

blanche n'a pas immédiatement répondu à une demande de commentaire. Un porte-parole du département d'Etat a déclaré que le département ne commentait pas la correspondance du Congrès. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré ce mois-ci que les Etats-Unis avaient proposé de vendre des avions de combat F-16 à la Turquie en échange de son investissement dans le programme F-35, dont Ankara avait été retiré après avoir acheté à la Russie des systèmes de défense antimissile.

Le mandat d'Angela Merkel, "un des plus grands dans l'Histoire" de l'Allemagne, formellement terminé

Le Président allemand a remis à Angela Merkel un document sur la fin formelle de son mandat en tant que chancelière, ayant qualifié sa chancellerie d'"une des plus grandes" dans l'Histoire du pays. Le nouveau gouvernement devrait voir le jour d'ici la fin de l'année. Le chef d'Etat de la République fédérale d'Allemagne Frank-Walter Steinmeier a arrêté formellement ce mardi 26 octobre le mandat de la chancelière Angela Merkel et son gouvernement. Une cérémonie officielle à laquelle, pour des raisons sanitaires, a participé un nombre restreint d'invités et de journalistes a eu lieu au château de Bellevue à Berlin. Conformément à l'article 69 de la loi fondamentale d'Allemagne, le chancelier fédéral et les ministres du gouvernement doivent démissionner le jour de la première réunion du parlement nouvellement élu. Le Président allemand a cependant demandé à Mme Merkel d'assumer les

fonctions chancelières jusqu'au moment de l'élection de son successeur. L'"une des plus grandes" dans l'Histoire En parlant dans son discours des législatures d'Angela Merkel, Frank-Walter Steinmeier a qualifié sa chancellerie d'"une des plus grandes" dans l'Histoire allemande. "Madame la chancelière, nous devons vous remercier pour les 16 ans, au cours desquels vous avez guidé notre pays par-delà des années marquées en grande partie par des crises et des bouleversements [...] Des années pendant lesquelles vous avez mérité le respect, l'honneur et même l'attachement envers notre pays en Europe et dans le monde entier. Mais avant tout, vous avez gagné la confiance des citoyens de notre pays", a déclaré le chef d'Etat allemand. Selon M. Steinmeier, le fait qu'un enfant allemand de 11 ans puisse poser la question pour savoir s'il est possible

pour un homme de devenir chancelier fédéral témoigne d'une nouvelle réalité qui n'avait pas existé avant Angela Merkel, première femme à ce poste, et qui existe actuellement grâce au respect qu'elle a remporté aux échelles nationale et internationale. Il a également mis en relief la "tâche politique principale" que la chancelière sortante s'était donnée pour mission et avait réussie à réaliser. Il s'agit, d'après le Président allemand, du rôle de l'Allemagne "d'intermédiaire au centre de l'Europe", qui devrait sauvegarder son importance européenne à l'avenir. Nouveau gouvernement avant Noël Les dernières élections législatives allemandes se sont tenues dans le pays le 26 septembre. Le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) a remporté les élections au Bundestag avec un très léger écart vis-à-vis du groupe chrétien-démocrate (CDU/CSU). Pour con-

stituer une coalition majoritaire à la chambre des députés, chacun des deux camps arrivés en tête a eu toutefois besoin de trouver deux autres formations, une première depuis les années 1950. Pour les chrétiens-démocrates, qui n'étaient jamais tombés sous le seuil des 30%, le résultat de ces législatives se montant à 24% s'est avéré "amer". Le symbole de cette défaite est la victoire du SPD dans la circonscription d'Angela Merkel, où elle était élue députée depuis 1990. En octobre, le SPD, les Verts et les libéraux-démocrates du FDP ont commencé des négociations pour former une nouvelle coalition gouvernementale en Allemagne. L'objectif des trois partis est de parvenir à un accord d'ici fin novembre et d'élire à la chancellerie le social-démocrate Olaf Scholz en décembre, ont annoncé le 21 octobre des représentants de ces forces politiques.

L'Iran prêt à des discussions directes avec les Européens

L'Iran est disposé à mener des discussions directes avec les pays européens signataires de l'accord de 2015 sur son programme nucléaire, rapporte mercredi la chaîne iranienne Press TV en citant une source anonyme. Les négociations entre Téhéran et les grandes puissances sont au point mort depuis la victoire à la présidentielle iranienne du mois de juin de l'ultra-conservateur d'Ebrahim Raïssi.

BRESIL:

Le comité du Sénat approuve le rapport demandant l'inculpation de Bolsonaro

Un comité d'enquête du Sénat brésilien a approuvé mardi un rapport recommandant que le président Jair Bolsonaro soit inculpé pour neuf crimes liés à sa gestion de la pandémie de coronavirus, incluant des crimes contre l'humanité. Ce rapport, qui fait plus de 1.300 pages et a demandé six mois de travail au comité contrôlé par l'opposition, allègue également que 77 autres personnes et deux entreprises ont commis des crimes.

Le rapport, remis la semaine dernière, demandait l'inculpation de Jair Bolsonaro pour génocide et homicide volontaire, mais les sénateurs ont décidé d'abandonner ces charges pour des raisons techniques. Ils ont aussi ajouté 10 personnes à la liste des individus devant être mis en examen. Le service de presse du président brésilien n'a pas immédiatement répondu à une demande de commentaire.

Il est peu probable que Jair Bolsonaro fasse l'objet d'accusations formelles, qui devraient être portées par le procureur général du Brésil, nommé par le président.

L'Arabie saoudite intercepte un drone lancé vers l'aéroport d'Abha-média

La coalition sous commandement saoudien qui intervient militairement au Yémen a annoncé avoir intercepté et détruit un drone chargé d'explosifs lancé contre l'aéroport d'Abha, dans le sud-ouest de l'Arabie Saoudite, a rapporté mardi la chaîne de télévision officielle al Ekhhbariya. Les forces de défenses aériennes saoudiennes ont aussi détruit un autre drone qui visait la ville de Najran, dans le sud du pays. L'Arabie saoudite, qui commande une coalition de pays du Golfe engagée militairement au Yémen depuis 2015, a souvent riposté aux attaques transfrontalières menées à son encontre par des frappes aériennes au Yémen.

CONFERENCE SUR LA LIBYE

Les participants rejettent toute ingérence étrangère

Les participants à la Conférence de soutien à la stabilité de la Libye, tenue jeudi à Tripoli, ont réitéré leur appel en faveur du respect de la souveraineté de la Libye en rejetant toute ingérence étrangères, indique le communiqué final de la conférence. La Conférence à laquelle ont participé des délégations représentant une trentaine de pays et organisations internationales, a appelé au respect de "la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Libye", à "rejeter les ingérences étrangères dans les affaires libyennes et à condamner les tentatives de violation de l'embargo sur les armes", précise le communiqué publié à l'issue de la réunion.

Le même document a appelé au "respect total des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Libye notamment celle de 2570 (16 avril)", qui exhorte vivement les Etats membres à "respecter et soutenir la pleine mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu (d'octobre 2020), y compris par le retrait sans délai de toutes les forces étrangères et mercenaires de Libye".

Le texte a aussi insisté sur le respect des recommandations des deux conférences de Berlin (1 et 2) et à mettre en œuvre la feuille de route issue du Forum de dialogue politique libyen (FDPL).

Par ailleurs, le communiqué final a souligné l'importance de prendre les mesures nécessaires afin d'"établir la confiance et de créer un environnement propice à la tenue d'élections nationales transparentes et inclusives le 24 décembre".

Un appel a été également lancé au gouvernement libyen pour "soutenir les efforts déployés par la commission militaire mixte 5+5 dans la mise en œuvre complète du cessez-le-feu et son plan relatif au retrait des mercenaires étrangers du pays".

De plus, le communiqué final a exhorté les autorités libyennes à "respecter leurs engagements internationaux et le droit international humanitaire dans le cadre de la protection et la consolidation des droits de l'Homme".

D'autre part, le gouvernement libyen s'est félicité du retour d'ambassades étrangères à Tripoli, appelant les autres pays à franchir le pas. Le gouvernement libyen a salué, en outre, le rôle des Nations unies, les efforts de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne et de la Ligue arabe, dans leur soutien à la stabilité de la Libye.

La Conférence ministérielle de soutien à la stabilité de la Libye a été organisée jeudi à Tripoli, avec la participation du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et des représentants de pays et d'organisations internationales en vue de soutenir la période de transition en Libye jusqu'à l'organisation des élections générales en décembre.

REUNION DE KIGALI:

La participation de la RASD demeure incontournable

Le chef de la délégation sahraouie aux travaux de la 2e réunion ministérielle Union africaine-Union européenne (UA-UE) tenus dans la capitale rwandaise Kigali, Mohamed Yeslem Beissat, a affirmé mardi que la participation de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) à cette réunion demeure "incontournable".



Dans une déclaration à l'APS, M. Beissat, également ambassadeur de la République sahraouie en Afrique du Sud, a indiqué que "la participation de son pays à la réunion ministérielle qui s'inscrit dans le cadre du partenariat entre ces deux institutions, africaine et européenne, vient consacrer la réalité nationale qui ne peut être niée et ignorée". "La présence de la délégation parmi 83 pays participants, soit presque la moitié des pays membres de l'ONU, en plus du Royaume du Maroc, dans le cadre du respect de la loi, prouve que l'acceptation de l'Etat sahraoui en tant que réalité irréversible et facteur de stabilité et

d'équilibre dans la région du Maghreb arabe, est la seule issue pour le conflit Maroc-Sahara Occidental, sur la base de laquelle la communauté internationale doit focaliser ses efforts", a-t-il soutenu. La délégation sahraouie a eu l'opportunité de rencontrer les ministres et les chefs de délégations européens et africains, rappelle le diplomate sahraoui, ajoutant que les rencontres ont porté sur deux thèmes, le premier concerne les efforts de l'ONU vis-à-vis de la question sahraouie et la prochaine réunion du Conseil de sécurité, alors que le deuxième porte sur l'Arrêt de la Cour de justice européenne (CJUE) concernant les

accords d'association UE-Maroc incluant illégalement les territoires sahraouis occupés. La délégation de la RASD qui a eu des échos positifs auprès de tous les participants, a eu des "discussions fructueuses et constructives" lors de cette rencontre, a-t-il souligné. Le 29 septembre dernier, la CJUE avait annulé les deux accords de pêche et d'agriculture entre le Maroc et l'UE incluant les territoires sahraouis occupés, affirmant avoir été conclus en violation de la décision de la CJUE de 2016 et sans le consentement du peuple du Sahara Occidental. Les travaux de la 2e réunion ministérielle UA-UE ont débuté mardi matin. Deux

principaux axes sont inscrits à l'ordre du jour de cette réunion, le premier portant sur l'examen de la coopération entre les deux organisations en vue de renforcer les capacités de lutte contre les facteurs menaçant la paix et la sécurité dans les deux continents, Afrique et Europe, et des dossiers inhérents à la bonne gouvernance, à la migration et à la circulation des personnes. Le deuxième axe porte sur les moyens d'encourager l'investissement pour opérer des changements structurels durables en Afrique et d'améliorer les qualifications de la ressource humaine dans les domaines de l'enseignement, des sciences et de la technologie.

RWANDA :

Début des travaux de la réunion ministérielle UA-UE à Kigali

Les travaux de la 2e réunion ministérielle Union africaine-Union européenne ont débuté mardi à Kigali (Rwanda), avec la participation du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. "Début des travaux de la réunion ministérielle UA-UE à Kigali. Nous espérons des débats constructifs et des conclusions tangibles", a tweeté M.

Lamamra. Deux principaux axes sont inscrits à l'ordre du jour de cette réunion, le premier portant sur l'examen de la coopération entre les deux organisations en vue de renforcer les capacités de lutte contre les facteurs menaçant la paix et la sécurité dans les deux continents, Afrique et Europe, et des dossiers inhérents à la bonne gouvernance, à la migration et à la circulation des per-

sonnes. Le deuxième axe qui ponctuera les interventions des ministres africains et leurs homologues européens, porte sur les moyens d'encourager l'investissement pour opérer des changements structurels durables en Afrique et d'améliorer les qualifications du facteur humain dans les domaines de l'enseignement, des sciences et de la technologie. |

PALESTINE :

L'ONU appelle les autorités israéliennes à respecter le droit international (rapport)

Le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a exhorté les autorités israéliennes de respecter le droit international humanitaire concernant les civils palestiniens. L'appel a été lancé dans un rapport annuel soumis aux membres de l'Assemblée générale des Nations unies, concernant "les pratiques israéliennes touchant les droits humains du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris El Qods-Est". Le rapport couvre la période entre le 1er juin 2020 et le

31 mai 2021 et clarifie les multiples obstacles empêchant les Palestiniens dans les territoires occupés de jouir des droits de l'homme en raison des politiques et pratiques israéliennes. Guterres a recommandé aux autorités israéliennes de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect total du droit international, en ce qui concerne les civils Palestiniens habitant sous l'occupation israélienne. Il a également appelé les autorités Israéliennes à "mettre fin à de toutes

les pratiques pouvant s'apparenter à la torture". Le chef de l'ONU a demandé aussi d'annuler immédiatement de toutes les procédures de fermeture des voies conduisant à la bande de Gaza, de respecter le droit international et d'assurer le droit de mouvement des Palestiniens dans les territoires Palestiniens occupés. Le secrétaire général a mentionné que enfin que l'entité sioniste "doit s'acquitter de ses responsabilités en tant que puissance occupante".

La saison 5 finale de The Bold Type à une date

La série se terminera en juillet prochain au terme des six derniers épisodes. Les dernières tribulations romantiques de *Celles qui osent* vont bientôt commencer. La saison 5 finale de *The Bold Type* débutera sa saison 5 le mercredi 26 mai prochain sur la chaîne américaine Freeform. Et ce dernier chapitre sera à voir en France dans la foulée sur Amazon Prime Vidéo. Il comptera seulement six épisodes pour dire adieu à Jane, Kat et Sutton "sur le point de définir qui elles veulent vraiment être dans la vie et a meilleure façon de laisser leur empreinte sur le monde" tease le synopsis officiel. "Leur avenir est brillant et leur amour et leur soutien mutuels ne changeront jamais." Pour rappel, la saison 4 s'est terminée le 16 juillet 2020, avec deux épisodes de moins que les 18 épisodes prévus initialement, en raison de l'arrêt de la production en pleine pandémie. Dans le final, Sutton était rentrée dans sa ville pour trouver du réconfort après que son mari Richard l'a quittée...

ALIX (KOH-LANTA) :

Sa trahison contre Clémence décriée, elle fait une mise au point

L'aventurière de "Koh-Lanta 2021" n'a, une fois de plus, pas échappé aux critiques lors de l'épisode du 26 octobre. Interrogée par "TV Mag", elle en a donc profité pour expliquer son vote contre Clémence, qui l'avait pourtant sauvée la semaine passée. Les critiques sont malheureusement devenues monnaie-courante pour Alix, lors de chaque diffusion de Koh-Lanta 2021 (TF1). Hier soir, l'aventurière a été accusée de trahison. Un sujet sur lequel elle s'est exprimée auprès de TV Mag. La coach sportive, influenceuse et sapeur pompier volontaire de 30 ans a été sauvée par Clémence Castel lors de l'épisode du 19 octobre. Alors qu'elle était sur la sellette, Clémence lui a donné l'amulette d'immunité qu'elle avait remportée. L'ex de Mathieu Johann pensait donc que pour le prochain Conseil, elle ne voterait pas contre elle. Grosse erreur ! Alix a en effet noté sur son nom sur le papier, un choix difficile à digérer pour Clémence et pour les téléspectateurs qui s'en sont une fois de plus donné à cœur joie sur les réseaux sociaux. Face aux critiques, la compagne de Mathieu Blanchard a souhaité se justifier lors d'une interview pour TV Mag. "Sur ce conseil, c'était soit elle ou soit moi. Quel autre choix pouvais-je faire ? Si je ne votais pas contre Clémence, j'acceptais de prendre la direction de la sortie mais j'ai préféré sauver ma place dans le jeu. Je pense qu'elle est restée sur cette idée qu'elle m'avait sauvée le conseil précédent et que je devais machinalement ne pas voter contre elle lors du suivant. Si elle avait été à ma place, elle aurait tout de suite compris que ce n'était pas possible dans cette configuration".

PRINCESSE MAKO MARIEE :

Elle a épousé son tant décrié fiancé, Kei Komuro



Fiancée depuis 2017 à Kei Komuro, la princesse Mako (30 ans) l'a enfin épousé, comme prévu, ce mardi 26 octobre 2021 au Japon. Une union sur fond de controverses... La princesse Mako, nièce de l'empereur du Japon, s'est mariée mardi 26 octobre 2021 après des années de controverse au sujet de son union avec son fiancé roturier Kei Komuro, mais elle a renoncé au faste des rites traditionnels et à une importante indemnité financière. "Les documents matrimoniaux ont été présentés et acceptés", a déclaré un représentant de l'Agence impériale à l'AFP. La télévision japonaise a montré Mako quittant la résidence impériale d'Akasaka à

Tokyo et faisant ses adieux à sa famille, s'inclinant devant ses parents et embrassant sa soeur. L'institution impériale avait précisé plus tôt ce mois-ci que la cérémonie de mariage, le banquet de réception et d'autres rituels n'auraient pas lieu et qu'un paiement forfaitaire accordé habituellement aux femmes de la maison impériale qui épousent des roturiers, et pouvant atteindre 153 millions de yens (1,2 million d'euros), ne serait pas octroyé. La nièce de l'empereur Naruhito, qui a eu 30 ans ce week-end, a perdu son titre royal lorsqu'elle et Kei Komuro ont fait enregistrer leur mariage, une situation habituelle pour les femmes de la

lignée, mais elle est la première dans l'histoire du Japon de l'après-guerre à refuser l'indemnité. La princesse Mako et Kei Komuro, qui travaille pour un cabinet d'avocats américain, étaient fiancés depuis 2017. Leur union ne débute pas dans les meilleures conditions, l'Agence impériale ayant indiqué que la princesse souffrait d'un syndrome "complexe" de stress post-traumatique en raison de la couverture médiatique ayant entouré sa personne et sa famille. La fille du frère cadet de l'empereur Naruhito a enduré des années de critiques et d'atermoiements au sujet de son projet de mariage avec Kei Komuro, 30 ans également, attaqué pour des allégations selon lesquelles sa mère aurait emprunté de l'argent à un ancien fiancé et ne l'aurait pas remboursé. Cette querelle, qui n'est toujours pas réglée, a fait scandale au Japon, où un comportement irréprochable est attendu des membres de la famille impériale. Le mariage a été reporté et Kei Komuro est parti en 2018 aux États-Unis pour poursuivre ses études de droit. Il n'est rentré au Japon que le mois dernier, arborant une queue de cheval qui a fait la Une des journaux, et qu'il a coupée depuis. Malgré la tonalité médiatique négative, et quelques manifestations contre cette union, un peu plus de la moitié de la population (53%) la soutient, selon un sondage du quotidien Yomiuri publié mardi, seules 33% des personnes sondées disant ne pas la voir d'un bon œil.

COMPARÉS À MEGHAN ET HARRY

Le couple devrait prochainement s'installer à New York, ce qui suscite d'inévitables comparaisons avec un autre couple royal, britannique celui-là : le prince Harry et Megan Markle. On ne sait pas encore si la princesse Mako travaillera une fois sur place, mais elle est bien qualifiée, ayant étudié l'art et le patrimoine culturel à l'International Christian University de Tokyo, où elle a rencontré Kei Komuro, et a passé un an à l'université d'Edimbourg. Elle est également titulaire d'une maîtrise en études muséales de l'université britannique de Leicester. Au Japon, le trône ne peut être transmis qu'aux membres masculins de la famille, et les enfants des femmes royales qui épousent des roturiers ne sont pas inclus.

La modification de ces règles a fait l'objet d'un débat et, en juillet, un groupe d'experts gouvernementaux a compilé des notes sur la question, dont une proposition visant à ce que les femmes royales restent dans la famille, même après leur mariage. Cependant, tout changement du système risque d'être long à venir, les partisans de la ligne dure et les traditionalistes s'opposant avec véhémence à toute mesure visant à permettre aux femmes de régner.

INDIANA JONES 5 :

Premières photos de Harrison Ford sur le tournage

Le tournage est actuellement en cours en Grande-Bretagne, et l'acteur a ressorti son Fedora de circonstance. Pour la cinquième fois en 40 ans, Harrison Ford reprend le fouet pour incarner le plus célèbre archéologue du cinéma dans Indiana Jones 5. Le tournage est en cours depuis quelques jours outre-Manche, et

hier, de premières images de l'acteur de 78 ans sur le plateau ont fuité en ligne. Des clichés pris depuis les coulisses, et postés via Twitter (via IJ Adventure Outpost). Ils nous donnent un premier aperçu du retour de la star de la franchise, masque sur le visage entre deux prises, en pleine discussion avec la

présidente et productrice de Lucasfilm, Kathleen Kennedy. C'est la première fois qu'on revoit ainsi Harrison Ford en Indiana Jones depuis 2008 et Le royaume du Crâne de Cristal, très critiqué mais très profitable, avec 800 millions \$ de recettes ! Le réalisateur de Ford v Ferrari, James Mangold, prendra la suite

de Steven Spielberg (seulement producteur mais très impliqué nous dit-on) derrière la caméra. Et au casting, on découvrira de nouveaux venus dans la saga, comme Phoebe Waller-Bridge (la star de Fleabag), Mads Mikkelsen (Drunk), Thomas Kretschmann, Boyd Holbrook et Shaunette Renée Wilson.

AMEL BENT :

Critiquée par des "gamines" qui embêtent sa fille à l'école, elle réagit

On ne peut pas plaire à tout le monde. Amel Bent le sait bien et a trouvé la parade parfaite pour expliquer à ses filles comment réagir à ce qu'elles peuvent entendre sur elle lorsqu'elles sont à l'école. Une métaphore très gourmande ! Pas toujours facile de protéger ses enfants, surtout lorsqu'ils sont à l'école. Maman d'Hana et de Sofia (4 et 5 ans), Amel Bent est parfois attristée de voir à quel point les enfants peuvent être cruels entre eux lorsqu'ils sont dans la cour de récréation ou en classe... Interviewée par Fraîches le 24 octobre 2021, la chanteuse de 36 ans a dévoilé ce que les camarades de classe de sa fille Sofia s'amusaient à lui dire pour lui faire de la

peine. "La maternelle, ça ressemble à peu près aux réseaux sociaux puisque c'est pareil, c'est sans filtre à cet âge-là. Il y a des gamines qui disent à ma fille : 'Ah, je n'aime pas ta maman !' Et donc ma fille rentre et me dit : 'Mais pourquoi elles ne t'aiment pas ? Tu les connais maman ?' Pour répondre à sa fille, la femme de Patrick Antonelli a trouvé la parade. Faire une comparaison avec... les délicieux croissants de la boulangerie. Astucieuse, elle explique : 'Je lui dis : 'Si je vais manger un croissant chez la boulangère et que j'aime pas son croissant, est-ce que ça veut dire que j'aime pas la boulangère ? Les gens font une erreur. Comme ils n'aiment pas ma

musique, ils vont au plus vite et disent : 'Ah je ne t'aime pas'', explique-t-elle. 'J'ai plus ou moins fait un truc comme ça pour qu'elle comprenne que les gens ne peuvent pas ne pas m'aimer parce qu'ils ne me connaissent pas. Ils ne connaissent que ce que je leur propose.' Un moyen ludique d'expliquer les critiques à sa fille, déjà passionnée de musique et de chant comme sa maman. En pleine promotion de son album Vivante, la coach de The Voice a confié être pour sa part habituée aux haters sur les réseaux sociaux et ne pas prêter attention à leurs paroles blessantes. 'J'arrive à me dire : 'Tout ce que je vais

pouvoir lire sur moi, ce n'est pas nouveau, c'est juste qu'ils le disent parce qu'ils peuvent le faire'. Et ce n'est pas parce qu'ils peuvent le faire que ça doit, moi, me détruire. J'ai beaucoup de recul par rapport à ça", confiait-elle avec beaucoup de sagesse. Enceinte de son troisième enfant, Amel Bent a récemment confié avoir fait une fausse couche dans l'émission Sept à Huit. "Quand on vous dit : 'Vous êtes enceinte mais vous n'aurez pas d'enfant', c'est dévastateur ! (...) C'est une situation très particulière, très douloureuse, tant physiquement que psychologiquement", déclarait l'interprète du titre Où je vais.

PUBLICATION, TALEB ABDERRAHMANE
PAR MOHAMED REBAH :

Le chimiste de la Révolution

Mohamed Rebah, l'auteur de ce portrait, nous livre le fruit d'une minutieuse recherche sur la vie et la mort d'une figure emblématique de la guerre d'Algérie, Taleb Abderrahmane, le chimiste de la Révolution. En juillet, en octobre et en décembre 1957, le jeune intellectuel Taleb Abderrahmane fut présenté au tribunal militaire d'Alger pour avoir confectionné les engins explosifs qui furent utilisés par le FLN dans la Zone Autonome lors de la Bataille d'Alger. Au procureur qui réclamait la peine de mort, Abderrahmane prononça ses paroles qui résonnent toujours : « On demande ma tête, encore et pour la troisième fois. Mais, Messieurs, je suis un mort en sur-sis et, croyez-moi, ma troisième condamnation à la peine capitale ne m'effraiera point. Pour ma patrie, pour mon idéal et pour mon peuple, périr n'est qu'un sublime sacrifice auquel je suis déjà résigné. Et, en résistant, en soldat digne de l'être, à l'exemple de mes frères déjà martyrisés, je saurai mourir. Et, si vous avez à prononcer le verdict monstrueux qu'on réclame contre nous, soyez persuadés que la guillotine est pour nous ce que la Croix représente dans vos églises... L'Algérie sera libre envers et contre tout.

» La sentence de mort souleva un vaste mouvement d'indignation et de protestation à travers le monde mais elle fut maintenue. Le 24 avril 1958, à l'aube, Taleb Abderrahmane passa sous la guillotine dans l'enceinte de la prison Serkadji.

Il avait 28 ans. Ce livre-portrait est agrémenté de précieux documents iconographiques, de notes et de référence. Le lecteur y trouvera, dans ce travail d'historien, des témoignages sur le parcours et l'engagement de Taleb Abderrahmane. Mohamed Rebah avait côtoyé le chahid et d'autres membres de la famille Taleb, notamment son père et ses frères. En postface, le professeur de philosophie, Mohamed Bouhamidi évoque le parcours et la personnalité de Taleb Abderrahmane qui « portaient une charge si puissante que les étudiants algériens les prirent spontanément, en 1962, pour symbole de l'engagement et du sacrifice. Les étudiants post indépendance lui reconnaissent ainsi qu'il a joué un rôle d'idéal social et politique pendant la guerre d'indépendance, un rôle de modèle de combattant.

Les étudiants des premières années de l'Algérie indépendante trouveront en lui la figure historique la plus indiquée pour perpétuer l'image que le peuple algérien se faisait de ses enfants intellectuels, étudiants et collégiens pendant la nuit coloniale : des champions qui devaient mettre leur science « arrachée » aux colons au service de leur peuple et de ses luttes.

» Que savent les jeunes aujourd'hui de ce patriote ?

PRIX DU MANUSCRIT FRANCOPHONE:

"Lettre d'un inconnu" de Youssef Bendekhis primé



Le roman "Lettre d'un inconnu" de l'auteur algérien Youssef Bendekhis a été doublement primé dimanche à Paris du "Grand prix du manuscrit

francophone" et du "Prix du roman" de la 9^{ème} édition de la Journée du manuscrit francophone, annoncent les organisateurs. En l'absence du lauréat, le prix lui a été décerné lors d'une cérémonie de remises des prix de la 9^e édition de la Journée du manuscrit francophone, organisée à Paris, sous la présidence de l'écrivain algérien Yasmina Khadra. "Lettre d'un inconnu" relate l'histoire de Radia, la quarantaine, qui depuis le décès de sa mère, s'était résignée à vivre dans la monotonie. N'ayant plus aucune attache sentimentale hormis celle qui la lie à sa famille proche ou quelques amies intimes, elle refuse de laisser son imagination proliférer et la dévier de la réalité qui, parfois, s'avère trop rude, selon le résumé du roman, mis en ligne. Plusieurs autres manuscrits d'auteurs algériens dont "L'effondrement des Mondes" de Nazim Anis Bouzidi, "Une épine au pied" de Abdelkrim Tazarourte, "Le fantôme du 18 avril" de Mehdi Boukhalfa, ou encore "Ce que mon soi doit à mon choix" de Saber Ouazine, ont participé à la compétition. Organisé depuis 2013 par les Editions du Net (France), la Journée du manuscrit francophone distingue chaque année des manuscrits (roman, poème, nouvelle, essai, témoignage) et prend en charge les frais liés à la publication. Depuis sa création, l'évènement a permis à plus de 3000 auteurs de publier leurs livres,

selon les organisateurs

Ouverture d'un colloque sur l'exploitation des linguistiques informatiques dans la réalisation des glossaires électroniques

Un colloque national sur l'exploitation des linguistiques informatiques dans la réalisation des glossaires électroniques s'est ouvert, lundi à Alger, avec la participation de chercheurs de différentes universités et centres de recherche. Cette rencontre a vu la participation de 65 chercheurs qui ont présenté une trentaine d'interventions sur plusieurs thèmes, à l'instar des méthodes de réalisation des glossaires électroniques, des modèles et expériences pionnières aux plans arabe et international des

dictionnaires électroniques outre l'exploitation des programmes informatiques dans le développement des glossaires électroniques.

Le président du Haut conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaid a indiqué que ce colloque s'inscrit dans le sillage de la numérisation adoptée par le conseil dans le développement technique du système de la calligraphie arabe et de l'adaptation aux évolutions des langues à travers le monde au niveau de l'intelligence industrielle.

"Le nouvel enjeu est de trouver le moyen de réaliser les dictionnaires de langue arabe sous forme de supports électroniques qui traduisent vers d'autres langues, tout en respectant le contexte et les règles grammaticales", a-t-il précisé.

L'exploitation des évolutions technologiques doit se baser sur les dictionnaires électroniques des langues à grand usage à travers le monde, particulièrement la langue anglaise, a ajouté le président du HCLA.

Anis Djaâd revient avec son premier long métrage, "La vie d'après"

Après trois courts métrages à succès, "Le hublot", "Passage à niveau" et "Voyage de Keltoum", le réalisateur Anis Djaâd revient sur le devant de la scène cinématographique avec la sortie prochaine de son premier long métrage de fiction intitulé "La vie d'après" et qui a déjà entamé sa tournée des festivals. Dans un entretien accordé à l'APS, Anis Djaâd revient sur les conditions de tournage de ce film sélectionné au Festival International du Film d'Amiens. Il estime avoir eu la chance de "finaliser le tournage à Mostaganem et ses environs deux mois avant que la pandémie ne se déclare en Algérie". La phase de montage et de post production en France a été, quant à elle, plus "laborieuse" vu le contexte sanitaire qui a failli compromettre la sortie du film. Le réalisateur salue la "détermination et le professionnalisme" de l'équipe du film qui a réussi à terminer le tournage, en extérieur et en bord

de mer, "avant même les délais et sans recourir à une quelconque rallonge budgétaire auprès du ministère de la Culture et des Arts". "La vie d'après" relate l'histoire de Hadjer et de son fils qui tentent de se reconstruire une vie et de se reconstruire eux-mêmes après le lâche assassinat de son époux par un groupe terroriste. Elle se retrouve en proie à toutes les difficultés de la vie amplifiées par son nouveau statut social et sa condition modeste dans son village reculé de l'ouest du pays. Encore une fois, Anis Djaâd, auteur des scénarios de toutes ses oeuvres, revient dans un registre de néoréalisme social qu'il a choisi depuis son premier film en se positionnant comme "observateur de sa société et qui prend toujours le temps de développer ses sujets avec le recul approprié" en se refusant de faire "un cinéma d'urgence". Après avoir pris le pouls de la jeunesse découverte dans "Le

hublot", plongé dans l'univers marginalisé du gardien d'un "Passage à niveau" et partagé le drame d'une immigrée ne pouvant pas offrir son dernier voyage au pays à la dépouille de sa soeur Keltoum, Anis Djaâd dit chercher à "atteindre un cinéma humain qui crée le débat et l'échange au lieu d'un cinéma qui s'acharne à dénoncer en s'appuyant sur la bêtise du cliché". Pour lui, choisir le néoréalisme social comme genre cinématographique c'est "dire les vrais maux dont souffre sa société avec tout l'apaisement adéquat et sans jamais vouloir en faire un fonds de commerce". Depuis quelques années Anis Djaâd travaille également en France où il a acquis une expérience qui "change la vision de n'importe quel auteur" en participant aux ateliers d'écriture Méditerranéens. Ce capital il dit être "prêt à le partager avec les jeunes cinéastes" en Algérie et avoir "mis en place un dispositif de

formation pour les jeunes" avec l'équipe du Centre algérien pour le développement du cinéma (Cadc). Mais cette première expérience pédagogique n'a pas encore vu le jour. En plus de la sortie de son film, prévue pour la fin du mois de novembre prochain, Anis Djaâd annonce un nouveau projet, "Terre de vengeance", développé dans l'atelier Méditerranéens et qui a été "retenu par la Bourse d'aide au développement du festival Cinemed parmi 14 projets d'auteurs de la Méditerranée".

Il précise que ce projet a également été "tout naturellement déposé au Fdatic (Fonds de développement de l'art et de l'industrie cinématographique). Journaliste, scénariste et réalisateur, Anis Djaâd a signé son premier court métrage, "Le hublot" en 2012 qui sera suivi en 2014 de "Passage à niveau" puis par "Le voyage de Keltoum" en 2016.

KARIM SERGOUA, CHARGE DES EXPOSITIONS ET DES PROJETS A L'ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS :

Les nouvelles technologies ont un impact sur l'art et l'artiste

La technologie a de nombreux atouts, et en ce qui concerne l'art, ses influences sont nombreuses.

Elle a permis aux artistes et à l'art contemporains d'explorer de nouvelles facettes de l'art. Pour avoir plus de précisions et d'explications sur le sujet, l'artiste peintre et chargé de l'organisation des expositions et des projets à l'école supérieure des beaux-arts, Karim Sergoua, rencontré à l'occasion du vernissage de l'exposition collective « les richesses de la nature », organisée par l'ambassade de Hongrie en Algérie, à l'école supérieure des beaux-arts, explore le sujet. Karim Sergoua : « L'école a concocté un programme artistique, culturel et pédagogique riche, lié à la pédagogie et à la recherche au profit des étudiants et des enseignants. Il y aura des conférences, des workshops, des ateliers ouverts au public, des ateliers pour les professionnels, des projections de films, suivies de débats... L'école est dotée d'une salle d'exposition et d'une autre de conférences, qui accueille ces événements. Je suis un enfant de cette école et j'espère transmettre tout ce que j'ai pu apprendre. S'il existe une régression, c'est dû aux nouvelles technologies. Ce sont donc de nouvelles tendances qui apparaissent. C'est vrai que nous regrettons le temps des beaux-arts où il y avaient l'art de sculpture, la miniature, de la peinture et du dessin à profusion. En ces temps, les matériaux n'étaient pas chers. C'est tout à fait le contraire actuellement.

C'est devenu inaccessible. Mais il y a quand même des résultats. À titre d'exemple : en faisant une tournée à Alger, vous allez voir tout l'aménagement, toute la nouvelle signalétique, toutes les belles vitrines... sachez bien qu'il y a un diplômé des Beaux-Arts dernière. Derrière les emballages alimentaires, ceux des produits cosmétiques... il y a aussi un diplômé des Beaux-Arts.

Idem pour l'aménagement des maisons. En plus d'un architecte, on trouve un designer d'intérieur. On crée de l'immobilier, des luminaires... même si ce n'est plus le bohème, la poésie... l'école maintient le cap. Je trouve que cela a un impact négatif, bien que certains pensent le contraire.

À mon avis, on peut utiliser les nouvelles technologies pour un département, mais il ne faudrait pas que cela influe sur tous les arts. Les nouvelles technologies ont des utilisations incroyables : master, image web, bande-dessinée, dessin animé, films d'animations... Il existe même des expositions digitales.

Bien que cela soit beau et techniquement fort, l'âme, la poésie, l'esthétique, le côté humain, romantique et chaleureux des contacts directs y est absent. »

On reparle à nouveau de la venue de l'une des filiales de Sonatrach au MCO :

Le camerounais Abega pas encore qualifié

Le nouvel attaquant du MC Oran, Tony Abega ne pourra pas faire son apparition dès ce samedi à l'occasion de la deuxième journée du championnat de Ligue 1 professionnel et la confrontation qui l'opposera au stade Ahmed Zabana avec le PAC. En effet, le joueur n'a pas encore été qualifié, vu que sa lettre de sortie de la fédération camerounaise n'est pas encore arrivée. Ceci dit, le joueur s'entraîne désormais avec le reste du groupe et a été bien accueilli et a même participé à un match d'application contre l'équipe réserve ce mardi matin. On attend beaucoup de cet attaquant même au vu de ce qui est publié sur les sites spécialisés de transferts, ce joueur n'a pas joué depuis deux saisons, ce que réfute son manager le camerounais Leo.



Ce qui est sûr est que l'équipe prépare le prochain match dans une grande sérénité après le succès réalisé lors de la première journée face au CSC au stade Benabdellmalek ou il est très peu probable que le coach fasse des changements dans le 11 rentrant. Dans un autre registre, on reparle à nouveau de la possible arrivée d'une société

étatique pour acheter la majorité des actions de la SSPA MCO. Il s'agit de l'une des filiales de la société Sonatrach après la discussion qu'aurait eu le wali d'Oran avec le D.G de la société. Cela s'est produit lors de la cérémonie de la livraison d'une salle omnisport par la société pétrolière et la Direction de la Jeunesse

et des Sports de la Wilaya d'Oran. Le Wali d'Oran aurait profité de cette aubaine pour parler du cas MCO, mais reste à savoir maintenant est-ce cette fois-ci ce sera la bonne ou non, tout en sachant avait déjà signé deux protocoles d'accord, le premier avec Naftal et le second avec Hyproc, mais

mis à part le sponsoring de la dernière société, aucune de ces deux filiales n'a pris le club à son compte. Ce qui est sûr est que le souhait le plus cher des supporters est la venue d'une société d'une société nationale et le départ des actuels actionnaires...

L.Nacer

LIGUE DES CHAMPIONS: L'ES Sétif qualifiée pour la phase des poules

Le représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique de football, l'ES Sétif s'est qualifiée pour la phase des poules de la compétition, après sa victoire sur son homologue mauritanien FC Nouadhibou sur le score de 2 à 0 (mi-temps 1-0), en match retour disputé dimanche soir au stade du 8 mai 1945 de Sétif. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Abderrahim Daghmoum (44') et Khalil Darfalou (85').

Lors du match aller disputé à Nouakchott, l'ESS s'était inclinée sur le score de (3-1).

LIGUE 2:

succès des nouveaux promus, chute des relégués de la Ligue 1

La première journée du Championnat d'Algérie de football, Ligue 2 (groupe Centre-Est et Centre-Ouest), disputée mardi, a été marquée par le succès des nouveaux promus et la chute groupée des clubs relégués de la Ligue 1.

Dans le groupe Centre Ouest, le GC Mascara a obtenu la seule victoire en déplacement en allant s'imposer largement à Hadjout devant l'USMMH (5-0). Le WA Boufarik a surclassé de son côté l'ancien pensionnaire de la Ligue 1

l'USM Bel-Abbès (3-1), tandis que le nouveau promu le MC El Bayadh s'est imposé contre le SKAF Khemis (2-0).

Dans le derby des banlieusards, le RC Kouba a réussi son entame de saison en dominant l'ES Ben Aknoun (2-1), alors que MC Saïda a disposé de la JSM Tiaret (1-0).

Les autres rencontres de cette première journée, à savoir, ASM Oran - USM El Harrach, SC Aïn Defla - CR Té-mouchent et MCB Oued Sly - CRB Aïn Ouessara, se sont soldées sur le même score de 0 à 0.

Dans le groupe Centre-Est, les nouveaux promus: la JS Bordj Ménael et le NRB Telegma ont réussi un retentissant exploit contre deux prétendants à l'accession, à savoir, le MO Constantine (3-0) et l'USM Annaba (2-0).

Dans l'affiche de cette journée, le MO Béjaïa a battu CA Bordj Bou Arréridj (ancien pensionnaire de Ligue 1) sur le score de 3 à 1, alors que l'US Chaouia a également fait chuter un ancien club de l'élite, la JSM Skikda (1-0).

La 1ère journée du groupe Centre-Est, a été amputée de la rencontre entre le CA Batna et la JSM Béjaïa.

L'équipe locale n'ayant pas obtenu les licences de la nouvelle saison. La 2e journée de Ligue 2 se déroulera samedi prochain (30 octobre), selon programme publié par la Ligue nationale de football amateur (LNFA).

COUPE D'ALGÉRIE MILITAIRE :

Le Commandement de la Gendarmerie Nationale remporte la 49e édition

L'équipe du Commandement de la Gendarmerie Nationale a remporté la 49e édition de la Coupe d'Algérie de football militaire, en s'imposant devant l'équipe du Commandement des Forces Terrestres sur le score de 3 à 1 (mi-temps : 3-0), mardi au stade du Centre de regroupement et de préparation des équipes sportives militaires de Ben Aknoun (Alger). Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Pop-

ulaire qui a présidé, la cérémonie de cette finale, a suivi le déroulement de cette rencontre, en présence de messieurs le ministre de la Jeunesse et des Sports et le ministre de la Communication, ainsi que des cadres supérieurs de l'Armée Nationale Populaire et des invités, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Les buts du Commandement de la Gendarmerie Nationale ont été inscrits par le Sergent-chef Ab-

delkrim Boularbak (18e, 43e), le Caporal-chef Abderrahim Hamdani (33e), alors que le Caporal contractuel Abdelkader Benyamina a réduit le score pour le Commandement des Forces Terrestres. A la fin de la rencontre, le Général de Corps d'Armée a remis les médailles aux deux équipes et décerné la Coupe Militaire d'Algérie à l'équipe du Commandement de la Gendarmerie Nationale. En marge de cette finale, le Général de Corps

d'Armée a honoré Mohamed Maouche, membre de la fondation des anciens joueurs de l'équipe du Front de Libération Nationale (FLN) de football, ainsi que Abderrahmane Mahdaoui, entraîneur de l'équipe nationale militaire de football. A l'issue de la finale le Général de Corps d'Armée a signé le livre d'or du Centre de Regroupement et de Préparation des Equipes Sportives Militaires de Ben Aknoun.

COUPE DE LA CAF:

JSK- Royal Leopards, JSS - Hearts of Oak au tour préliminaire additionnel

Les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football, la JS Kabylie et la JS Saoura, seront opposés respectivement au Royal Leopards d'Eswatini et aux Ghanéens de Hearts of Oak, selon le tirage au sort du 2e tour préliminaire additionnel, effectué mardi au Caire. Les deux équipes algériennes joueront le match aller en déplacement, entre le 26 et 28 novembre, avant d'accueillir leurs adversaires une semaine plus tard, entre le 3 et 5 décembre. Pour rappel, la JSK s'est qualifiée aux dépens des Marocains de l'AS des FAR (aller : 1-0, retour : 2-1), alors que la JSS a passé l'écueil des Mauritanais de l'ASAC Concorde (aller : 2-1, retour : 1-1).

*Voici par ailleurs les résultats du tirage au sort du 2e tour préliminaire additionnel : Zanaco (Zambie) - Binga (Mali) Simba SC (Tanzanie) - Red Arrows (Zambie) TP Mazembe (RD Congo) - Marumo Gallants (Afrique du Sud) ASEC Mimosas (Cote d'Ivoire) - GD Interclube (Angola)

FC Nouadhibou (Mauritanie) - Coton Sport (Cameroun) US Gendarmerie Nationale (Niger) - DC Motema Pembe (DR Congo) AS Otoho (Congo) - Gor Mahia (Kenya) APR (Rwanda) - RS Berkane (Maroc) Tusker (Kenya) - CS Sfaxien (Tunisie) Hearts of Oak (Ghana) - JS Saoura (Algérie) Rivers United (Nigeria) - Al-Masry (Egypte) Stade Malien (Mali) - Ahly Tripoli (Libye) ou Biashara United (Tanzanie) Al-Ittihad (Libye) - Enyimba (Nigeria) AS Maniema Union (RD Congo) - Pyramids (Egypte) LPRC Oilers (Liberia) - Orlando Pirates (Afrique du Sud) Royal Leopards (Eswatini) - JS Kabylie (Algérie) NB: le match retour entre Ahly Tripoli (Libye) et Biashara United (Tanzanie) n'a pas eu lieu, en raison de l'impossibilité des Tanzaniens de se déplacer pour la Libye. En effet, la délégation tanzanienne n'a pas reçu l'autorisation de survoler le Soudan et le Soudan du

sud. Au match aller, les Tanzaniens s'étaient imposés (1-0).





Au moins 11 morts dans une attaque imputée à Daech en Irak

Dans l'est irakien, une attaque vraisemblablement perpétrée par les terroristes de Daech a fait une dizaine de morts, fait savoir l'AFP.*

Au moins 11 personnes ont été tuées mardi soir en Irak dans une attaque imputée aux djihadistes de Daech* contre un village dans l'est du pays, ont rapporté deux sources de sécurité. Une seconde source, évoquant la présence de civils parmi les victimes, a assuré que cette attaque à l'arme légère a visé un village qui compte parmi ses habi-

tants de nombreux membres des forces de sécurité. Le secteur a été bouclé et des renforts dépêchés pour des opérations de ratissage, selon la première source. Les habitants du village sont principalement de la tribu de Bani Tamim, à laquelle appartient le gouverneur de la province, ont souligné les deux sources.



INDE :

Quatre morts et plusieurs blessés dans un incendie à New Delhi

Au moins quatre personnes ont perdu la vie et plusieurs autres ont été blessées dans un incendie qui s'est déclaré mardi dans le quartier Old Seemapuri de Delhi, indiquent les autorités locales.

Les victimes, membres d'une même famille, seraient mortes asphyxiées en raison de la fumée de l'incendie qui s'est déclaré dans l'immeuble de trois

étages, fait savoir la même source, ajoutant que les pompiers sont parvenus à venir à bout des flammes. Plusieurs blessés ont été transférés à un hôpital de proximité pour recevoir les soins nécessaires. Les incendies accidentels sont fréquents en Inde en raison notamment de la vétusté des logements et du non-respect fréquent des normes de sécurité.

COREE DU SUD :

Décès de l'ancien président Roh Tae-woo

L'ancien président sud-coréen (1988-1993) Roh Tae-woo, est mort mardi à l'âge de 88 ans en raison d'une maladie chronique, a rapporté l'agence de presse Yonhap. Le général Roh Tae-woo avait été opéré pour un cancer de la prostate en 2002 et recevait depuis des soins médicaux suite à une dégradation de son état de santé. Il a été hospitalisé récemment mais n'a pas pu se rétablir. L'ancien chef de l'Etat sud-coréen avait succédé en 1988 à son ami Chun Doo-hwan. Les di-

visions au sein de l'opposition avaient permis la victoire de Roh aux élections de 1987 avec 36,6% des voix. Né le 4 décembre 1932 à Daegu, dans le Sud-Est du pays, Roh Tae-woo a intégré l'Ecole militaire de l'armée de terre durant la guerre de Corée. Pendant son mandat à la tête de la Corée du Sud, il avait notamment opéré un rapprochement avec la Chine et la Russie. L'adhésion de son pays aux Nations Unies s'est faite en 1991 sous sa gouvernance.

AZERBAÏDJAN :

Interception plus d'une demi tonne d'héroïne destinée à l'Europe

Selon un communiqué des douanes azerbaïdjanaises, la saisie a eu lieu dans la ville de Bilassouvar, dans le sud-est du pays, situé sur une route majeure du trafic de drogue, lorsque les gardes-frontières ont inspecté une voiture faisant la route depuis l'Iran vers la Lettonie, pays membre de l'Union européenne.

L'Azerbaïdjan a annoncé lundi avoir intercepté plus d'une demi tonne

d'héroïne qui devait être acheminée en Europe, l'une des plus grande saisie dans ce pays du Caucase. Selon un communiqué des douanes azerbaïdjanaises, la saisie a eu lieu dans la ville de Bilassouvar, dans le sud-est du pays, situé sur une route majeure du trafic de drogue, lorsque les gardes-frontières ont inspecté une voiture faisant la route depuis l'Iran vers la Lettonie, pays membre de l'Union européenne.

BELGIQUE:

Sauvetage de 24 migrants

Vingt-quatre migrants qui tentaient de rallier l'Angleterre dans une embarcation de fortune ont été secourus mercredi à environ 40 kilomètres au large de la Belgique, et quatre d'entre eux ont dû être hospitalisés, a indiqué la police belge. L'opération de secours, avec deux bateaux et un hélicoptère, a nécessité la mise à l'arrêt temporaire d'un parc éolien, selon le gouverneur de la province de Flandre occidentale, cité par l'agence de presse Belga.

Le sauvetage a eu lieu à plus de 40 kilomètres au large de Zeebrugge après un appel de détresse des occupants du petit bateau. Parmi les 24 personnes, des adultes uniquement, plusieurs souffrent d'hypothermie. Quatre au total ont dû être hélitreuillés afin d'être rapidement hospitalisés, d'après cette porte-parole. Selon la presse flamande, ces migrants, 22 hommes et deux femmes dont une dame âgée, étaient en mer depuis deux jours.

SICILE :

Des inondations meurtrières ravagent l'île italienne

Ces inondations ont noyé le centre-ville de Catane, deuxième plus grande ville de l'île. Ce mardi, des inondations ont ravagé Catane, deuxième plus grande ville de Sicile, faisant au moins un mort. Un homme de 53 ans s'est en effet noyé en essayant de sortir de sa voiture, note le quotidien italien *Corriere della sera*. D'autres villes siciliennes ont été touchées par les fortes pluies, en raison d'un ouragan venu de Méditerranée. Un couple de 67 et 61 ans avait notamment été emporté par les inondations à Scordia dimanche, dont seul le corps du mari a été retrouvé pour le moment. Des vidéos circulent sur Twitter montrant notamment les rues du centre-ville de Catane recouvertes par des mètres d'eau, preuve des ravages de la tempête.

ALLEMAGNE :

Quatre personnes tuées dans un centre pour handicapés, une aide-soignante jugée

Fin avril, la quinquagénaire a tué quatre personnes et grièvement blessé une patiente de 43 ans. Le procès d'une aide-soignante soupçonnée d'avoir tué quatre pensionnaires d'un centre pour handicapés à coups de couteau en avril a débuté ce mardi en Allemagne. La suspecte, âgée de 52 ans, est jugée pour un quadruple meurtre et trois tentatives. L'aide-soignante a été placée depuis les faits dans un établissement de soins psychiatriques en raison de signes « évidents » de troubles mentaux, selon le parquet. Le procès, qui doit durer au moins jusqu'à début décembre, se tient au tribunal de Potsdam, dans le sud de Berlin où s'est déroulé ce fait divers qui avait secoué le pays.

COVID 19 :

Records de nouveaux cas et décès en Bulgarie

La Bulgarie a enregistré 5.863 nouvelles contaminations au coronavirus et 243 décès supplémentaires liés à la crise sanitaire sur une journée, selon les données officielles publiées mardi, soit des records quotidiens depuis le début de l'épidémie. Face à la résurgence de l'épidémie et à la réticence de la population à l'égard du

vaccin, les autorités du pays de 7 millions d'habitants ont rendu obligatoire la présentation d'un pass sanitaire pour la plupart des lieux publics fermés. Plus de 7.100 personnes se trouvent à l'hôpital à cause du COVID-19, dont 608 en unités de soins intensifs, d'après les données communiquées mardi.

AFRIQUE DU SUD :

Une policière fait assassiner six membres de sa famille pour toucher les assurances-vie

Son petit ami, son cousin, sa sœur, sa nièce, son neveu et un autre membre de sa famille ont été tués entre 2012. Une policière a organisé méticuleusement le meurtre de son petit ami et de cinq membres de sa famille pour empocher des indemnités d'assurance. Cette femme

originnaire d'Afrique du Sud a utilisé les services de tueurs à gages, a-t-on appris vendredi auprès d'un tribunal. Cette affaire aux détails macabres révélée lors du procès de la policière, Rosemary Ndlovu, a captivé le pays pourtant habitué à un taux élevé de criminalité.